



Rapport de suivi et d'évaluation des performances (RSEP) concernant le budget-programme pour 2016

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2016

Introduction

Le Secrétariat du PROE soumet chaque année à la Conférence des représentants officiels un rapport de suivi et d'évaluation des performances (PMER) en vertu de l'obligation faite au Directeur par le Règlement intérieur de la Conférence de présenter un résumé de la progression des activités du Secrétariat et des résultats obtenus durant l'année au regard de cibles spécifiques. Le format du rapport a été modifié en 2012 pour refléter le Plan stratégique 2011-2015 du PROE. Comme ledit plan stratégique était déjà en application au moment de l'élaboration et de l'approbation du plan de travail 2016, le présent rapport rend compte des priorités, cibles et indicateurs stratégiques contenus dans le Plan stratégique 2011-2015 tels qu'établis par le Budget-programme 2016.

Des rapports connexes complètent par ailleurs le rapport de suivi et d'évaluation des performances, à savoir les états financiers 2016 et le rapport annuel du directeur général.

Faits marquants en 2016

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le Secrétariat ne s'est pas tourné les pouces en 2016 : il a continué de soutenir les Membres tout en s'attelant à faire avancer l'ordre du jour environnemental pour la région du Pacifique, tant à l'international qu'à l'échelon régional. Tout au long de l'année, le Secrétariat a intensifié ses efforts pour soutenir et impliquer davantage les Membres et répondre aux priorités communautaires, nationales, régionales et internationales.

Soutien aux Membres

Le PROE a maintenu son soutien financier direct aux pays et territoires océaniques, l'une de ses priorités. Le PROE a ainsi approuvé ses tout premiers projets financiers climatiques en sa qualité d'agence d'exécution accréditée (services climatologiques du Vanuatu/FVC, projet d'amélioration de la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables dans les États fédérés de Micronésie/FA), a

fourni un appui efficace en matière de gestion des espèces invasives non indigènes comme en atteste l'évaluation réalisée par l'Alliance FEM-Pacifique, a contribué au développement de 14 lois nationales en matière d'environnement, a procédé à l'approbation du projet JPRISM-2, a permis de lancer la première phase du projet FED 11 en lien avec la gestion des déchets, sans oublier sa contribution au projet du FEM mené conjointement par plusieurs pays en matière de comptes-rendus des AME et de leur mise en œuvre.

Réalisations internationales

Réaffirmant son soutien permanent à l'égard des délégations des Membres pour la préparation et la coordination des CdP des AME, le PROE a poursuivi ses efforts visant à accompagner la mise en œuvre des priorités de la région du Pacifique, au rang desquelles figurent la 22^e CdP à la CCNUCC prévue à Marrakech, les préparatifs de l'édition 2017 de la Conférence des Nations Unies sur les océans ainsi que la Cdp 23.

Réalisations régionales

En 2016 fut approuvé le Plan stratégique pour la période 2016-2026. Parallèlement, le Secrétariat a publié des lignes directrices relatives aux EIE régionales et a contribué à la tenue de conférences régionales d'importance telles que la réunion du Conseil météorologique du Pacifique et plusieurs réunions ministérielles, la Conférence des Parties des conventions de Waigani et de Nouméa, la Table ronde océanienne pour la conservation de la nature, de même que la 27^e Réunion du PROE organisée à Nioué.

Renforcement du Secrétariat

Le nouveau directeur général du PROE a pris ses fonctions et a imprimé une vision et une orientation stratégique claires pour l'organisation. D'autres nominations à des postes de direction ont eu lieu, comme celles du directeur général adjoint et du conseiller financier et administratif, qui seront chargés d'appuyer le nouveau directeur général et d'assurer la continuité efficace du fonctionnement du PROE.

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2016

Le PROE est en outre parvenu à renforcer sa présence régionale grâce au recrutement de nouveaux personnels dans la République des îles Marshall.

L'année 2016, enfin, fut également marquée par une accélération significative des politiques-cadres du PROE grâce à l'approbation de l'éventail de politiques élaborées dans le cadre du projet MSP du FEM, posant par là les jalons pour la mise en œuvre de politiques clés en 2017, notamment l'outil en ligne de gestion des cycles des projets (SGIP) ainsi que l'unité de coordination des projets. Les compétences et capacités techniques de l'équipe informatique du PROE ont été développées davantage grâce à des activités communes de développement et de renforcement des capacités avec l'université de Griffith, le Centre commun de recherche de l'UE et l'Institut météorologique finlandais, et ce dans le cadre du renforcement des capacités destinées à appuyer les initiatives régionales en matière de technologies de l'information et de la communication. Grâce à ce renforcement des capacités informatiques, le PROE est parvenu à créer des portails et des sites web régionaux afin d'améliorer l'accessibilité aux données et aux informations et ainsi de permettre aux membres et aux partenaires d'effectuer des recherches avec une plus grande efficacité. Ces nouvelles capacités ont par ailleurs permis d'accroître le soutien à destination des Membres, notamment en matière de renforcement des capacités pour ce qui concerne la création de systèmes d'information informatisés et les technologies plus généralement.

Des informations relatives aux autres activités et réalisations de 2016 sont disponibles dans la suite du Rapport de suivi et d'évaluation des performances. Les faits marquants feront l'objet de présentations par les Membres du Secrétariat à la Conférence du PROE.

Note sur l'interprétation des chiffres du budget et des dépenses

Le budget-programme 2016 sur lequel se fonde le présent Rapport de suivi et d'évaluation des performances a été approuvé à la 26^e Conférence du PROE en septembre 2015. Le programme de travail reposait à l'époque sur les informations les plus fiables disponibles à la mi- 2015, et certaines hypothèses et circonstances avaient changé au moment de l'exécution du budget en janvier 2016.

Parmi ces hypothèses figurent le paiement intégral des contributions des Membres conformément aux engagements pris à la Conférence du PROE au début de l'exercice, le niveau anticipé des financements alloués par les bailleurs de fonds et la stabilité des taux de change.

Le budget de fonctionnement pour 2016 était, comme il est d'usage, un budget équilibré, c'est-à-dire que les dépenses estimées étaient égales aux recettes estimées. Le budget total approuvé par la 26^e Conférence s'élevait à 19 505 556 USD. Toutefois, les dépenses effectives engagées par le Secrétariat sont montées à 15 789 822 USD (81 %).

Budget total approuvé	Dépenses effectives totales	Taux d'exécution budgétaire
19 505 556 USD	15 789 822 USD	81 %

1. CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Objectifs du programme :**
1. L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.
 2. Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes.
 3. Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables.

Les résultats 2016 de la DCC continuent à être conformes au Plan stratégique 2011-2015. Une légère augmentation du budget alloué en 2016 par rapport à 2015. 2016 était également l'année de clôture du projet PIGGAREP. Le budget total pour 2016 s'élevait à 5,289 millions USD, une augmentation de 12,8 % par rapport au budget 2015. Bien que la DCC a réussi à obtenir 98 % du financement réel (recettes de 5,20 millions), il y a eu une légère diminution de la part des dépenses par rapport au budget. Les principaux responsables de cette diminution étant le PPCR et le FINPAC. Le PPCR a été prorogé jusqu'en mai 2017. Toutefois, la totalité des fonds restants de 1,3 million a été budgétée en 2016. La DCC a réussi à réaliser 81 % du budget 2016 prévu, soit un montant de 4,296 millions USD.

Faits marquants :

- **Objectifs d'évaluation générale atteints : en ce qui concerne les objectifs du Plan stratégique 2011-2015, la DCC a réalisé 100 % de ses objectifs et a même été au-delà des objectifs dans plusieurs cas.**

Adaptation

- La capacité des fonctionnaires de Kosrae et des Tuvalu à intégrer le changement climatique et les risques liés aux catastrophes naturelles dans les plans sectoriels nationaux et les processus de planification budgétaire a été renforcée par l'utilisation et l'application des outils d'intégration d'analyse coûts-bénéfices (ACB), du suivi et de l'évaluation (S&E) et de la liste d'évaluation des agences centrales (LEAC), destinés aux études de cas nationales, sectorielles et de projet sélectionnées. Cela fait partie des processus de développement des politiques qui constituent un élément essentiel d'un système de réponse intégré et efficace

- Renforcement de l'utilisation des informations scientifiques, économiques et sociales et des scénarios afin de déterminer les priorités d'adaptation
- Renforcement des capacités d'adaptation des secteurs avec de meilleures informations météorologiques et l'accès aux informations.
- Plan de gestion de la sécheresse développé pour les îles Salomon
- Renforcement des capacités de négociation nationale pour la CCNUCC, la COP grâce à un partenariat avec le HSLM en dispensant des formations nationales et régionales comme il ressort de la forte délégation des îles du Pacifique à la COP 22.
- Portail océanien sur le changement climatique — www.pacificclimatechange.net (PCCP) mise à jour terminée et lancement en juin avec des interfaces conviviales et une découverte du contenu améliorée. Développement et lancement des portails sur le changement climatique des Tonga et du Vanuatu en utilisant le « kit de démarrage » (Starter Pack) développé grâce au projet Pacific iCLIM.
- Enseignements tirés dans le cadre de « l'approche insulaire globale » ; une initiative conduite par le gouvernement des Kiribati a été menée à terme. La documentation sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés a incité à reproduire l'initiative de « l'approche insulaire globale » dans la deuxième île périphérique au nord de l'île principale de Tarawa. L'approche insulaire globale sur l'atoll d'Abaiang a été cofinancée et soutenue par le projet CPS, GIZ et PROE-USAID.
- Le projet PROE-USAID aux Kiribati et aux Îles Salomon a achevé avec succès son évaluation.

Politique et science

- La mise en place de systèmes d'alerte précoce communautaires dans 8 communautés pilotes sur les îles Cook (Tautu-Aitutaki), aux Kiribati (Niuataia et Ripono), sur les îles Marshall (Jenrok), au Samoa (Lefagoali'i), sur les îles Salomon (Lord Howe Settlement à Honiara), aux Tonga (Mouga'one), aux Tuvalu (Teone) et au Vanuatu (Epau) grâce au projet FINPAC renforce la préparation et les mécanismes d'intervention des communautés.
- Formation sur les médias et les moyens de communication afin de permettre au service météorologique national de mieux communiquer les informations au public et d'encourager des partenariats efficaces avec les médias pour atteindre la dernière étape.
- Les Plans de résilience communautaires face au changement climatique et aux catastrophes ont été développés, la communauté est formée, les collectivités intervenant en cas de catastrophes dans 8 communautés pilotes en partenariat avec le service météorologique national et les bureaux nationaux de gestion des catastrophes (BNGC) ont été créées.
- Publication d'un recueil des services météorologiques nationaux des études de cas en partenariat avec l'OMM, lancé également afin de refléter les efforts nationaux déployés pour appliquer des informations sur le climat afin de soutenir les différents secteurs.
- Installation du système SMARTMet dans 6 SMN (Fidji, PNG, Samoa, Îles Salomon, Tonga et Vanuatu). Ce nouvel outil permet aux SMN de visualiser et de préparer les données météorologiques avec la capacité de générer des prévisions personnalisées animées et graphiques automatisées. Le système SmartALERT également installé dans les 6 SMHN permet aussi de visualiser les capacités d'alertes et les événements météorologiques violents sur Internet et sur les smartphones.
- Un appel d'offres a été approuvé pour fournir un équipement RBSN/RBCN de base à 10 SNM (Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nioué, Palau, PNG, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Il s'agit d'une contribution significative pour obtenir une meilleure qualité des observations météorologiques et des données dans la région. Une nouvelle station météorologique automatique a été financée par le FINPAC pour l'aéroport d'Alofi, Nioué.

- Renforcement des capacités en matière de prévisions saisonnières pour les services météorologiques nationaux avec l'installation d'un nouvel outil de prévision saisonnière dynamique CLIKP (voir : <http://clikp.sprep.org/>) pour les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Kiribati, la République des Îles Marshall, Nauru, Nioué, Palau, la PNG, le Samoa, les îles Salomon, les Tonga et le Vanuatu.
- Services d'information sur le climat du Vanuatu pour le développement résilient (CIS RDP) approuvé par le FEM pour le financement.

Atténuation

- Grâce au HSLM, le PROE a apporté son soutien aux pays afin qu'ils comprennent comment développer des concepts de projet dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) de l'accord de Paris, en particulier pour la mise en œuvre des activités en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.
- Les enseignements tirés du projet PIGGAREP continuent d'être diffusés, y compris dans les ateliers de travail régionaux sur les CDN et HSLM, ainsi qu'au Sommet sur l'énergie d'Auckland de 2016.
- Tous les pays insulaires océaniques ont converti leurs INDC (contributions décidées au niveau national remises par les Parties) en CDN (contributions nationales) dans le cadre du processus de ratification. Elles seront réaffirmées à temps pour l'opérationnalisation de l'Accord de Paris en 2020, en tenant compte des possibilités de préciser ou d'intensifier les CDN.
- Le PROE a continué à mettre en œuvre d'importants projets PIGGAREP+/SIDS à Palau, Samoa et Tuvalu.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Composante : CC 1.1 – MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'ADAPTATION

Stratégie 1.1 : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif CC 1.1 pour 2016 – L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et est mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Bien que l'objectif ait été atteint en 2015, des progrès supplémentaires ont été réalisés en 2016 avec la finalisation de politiques d'intégration et les outils associés.						
CC 1.1.1 Au moins 10 PIP (Pays insulaires du Pacifique) ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD) ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre.	• Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique dans leurs stratégies nationales de développement durable	<ul style="list-style-type: none">Les directives nationales de la Nouvelle-Calédonie sur le changement climatique et les risques liés aux catastrophes sont prêtes à être publiées donnant davantage de visibilité sur ces questions et permettant une plus large diffusion du document.Les gouvernements des États fédérés de Micronésie et des Tuvalu ont renforcé leur capacité afin d'intégrer le changement climatique et la gestion des risques liés aux catastrophes dans les agences centrales responsables de l'examen des projets pour le financement des bailleurs de fonds. Grâce aux lignes directrices développées dans le projet PPCR et le renforcement associé des capacités, les lignes directrices sur l'intégration des études de cas ont été appliquées à Kosrae et aux Tuvalu. Le suivi du renforcement des capacités et de la formation sera achevé en 2017.La capacité des fonctionnaires de Kosrae et des Tuvalu à intégrer le changement climatique et les risques liés aux catastrophes naturelles dans les plans sectoriels nationaux et les processus de planification budgétaire a été renforcée par l'utilisation et l'application de l'outil d'intégration d'analyse coûts-bénéfices (ACB), du suivi et évaluation (S&E) et de la liste d'évaluation des agences centrales (LEAC), destiné aux études de cas sélectionnées tant nationales, sectorielles que de projets. Cela fait partie des processus de développement des politiques qui constituent un élément essentiel d'un système de réponse intégré et efficaceEnseignements tirés dans le cadre de « l'approche insulaire globale » ; une initiative conduite par le gouvernement des Kiribati a été achevée. La documentation et la diffusion des meilleures pratiques et les enseignements tirés ont conduit à reproduire l'initiative de « l'approche insulaire globale » dans la deuxième île périphérique au nord le l'île principale de Tarawa. L'approche insulaire globale sur l'atoll d'Abaiang a été cofinancée et soutenue par le projet CPS, GIZ et PROE-USAID.Le projet PROE-USAID aux Kiribati et aux îles Salomon a achevé avec succès son évaluation.	Le nombre souhaité d'États et territoires insulaires océaniques (ÉTIO) a été atteint en 2015, il s'agit d'une valeur ajoutée apportée par des activités supplémentaires et qui a renforcé les résultats dans 3 pays. 100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	49 300	81 469
				Coûts de fonctionnement	547 597	903 839
				Frais d'investissement		
				Sous-total	596 897	985 308
				• Financement additionnel programme d'adaptation USAID		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
CC 1.1.2 D'ici 2016, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région, y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC), auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participants au PACC	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives. 	<ul style="list-style-type: none"> Le projet PACC a aidé les participants à documenter les résultats du PACC par une série de publications ainsi que des DVD, tels que le recueil d'expériences du PACC. Cette documentation sur le PACC a été publiée sur les sites Internet nationaux et sur le portail océanien relatif au changement climatique dans la section des profils nationaux www.pacificclimatechange.net L'examen indépendant de fin de projet du PACC a été un succès. 	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	61 026	43 866
				Coûts de fonctionnement	3 945	1 171
				Frais d'investissement		
				Sous-total	64 971	45 037
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Les enseignements tirés du PACC ont été utilisés pour améliorer les initiatives d'adaptation dans les États fédérés de Micronésie et pour développer de nouvelles initiatives dans les îles Marshall, aux Tonga, aux Kiribati, aux Tuvalu et au Vanuatu. Les enseignements tirés de la mise en œuvre réussie du projet GCCA PSIS ont été documentés et diffusés via le PCCP et les portails nationaux. Les enseignements tirés des projets GCCA PSIS et PACC ont été utilisés pour concevoir le nouveau projet EU GCCA+ et le nouveau projet USAID ISACC. 	100 %	<ul style="list-style-type: none"> <i>Frais de communication (opérationnel)</i> 		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Stratégie 1.2 : Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CC 1.2.1 – Les initiatives régionales et la prestation des services ayant trait à la lutte contre le changement climatique sont bien coordonnées, cohérentes et engendrent des partenariats						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Continuer à être une plate-forme forte pour la réalisation en 2016						
CC 1.2.1 D'ici à 2016, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	• Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation	• Le PROE a utilisé les opportunités des deux événements sur le mécanisme de soutien de haut niveau (HSLM) pour fournir des informations et recevoir un feedback sur les activités d'adaptation potentielles en relation avec l'Accord de Paris. • L'examen à mi-parcours du projet FINPAC a souligné que la coordination du POE a été satisfaisante, y compris avec d'autres projets sur le changement climatique. • Le PROE a joué un rôle clé dans le développement et la coordination du FRDP	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	93 292	71 348
				Coûts de fonctionnement	936 034	12 574
				Frais d'investissement		
	Sous-total	1 029 327	83 922			
	• Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place pour appuyer la réalisation des projets.	• Le mécanisme régional de soutien technique (RTSM) a amélioré les investissements en matière de climat pour le développement résilient dans 7 pays en fournissant une assistance technique (AT) (1 pour les Fidji, 2 pour les États fédérés de Micronésie, 1 pour Nauru, 1 pour les Tuvalu et 2 pour le Vanuatu) • Le WARD a continué à assurer une surveillance du mécanisme régional de soutien technique du PPCR. • La participation permanente du PROE aux réunions 2016 des partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC) a assuré le lien entre les activités du Secrétariat et celles du DPCC. • Le PROE a continué à coordonner et à entretenir des partenariats grâce aux mémorandum d'entente ou aux lettres d'accord et à la programmation et mise en œuvre conjointe comme au travers des projets suivants — SPC GCCA PSIS, CCCPIR, USAID ADAPT, USP GCCA, APAN, NZ PPOA, groupes de travail du PPCR, PPCR, PMC, ainsi qu'avec 5Cs, CSIRO, NIWA, BOM, NOAA, OMM, IFRC et APCC.	100 %	• Écart de frais de fonctionnement, concerne d'autres activités		
Objectif de 2016 pour le volet CC 1.3.1 – Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : A bien progressé en 2016						
CC 1.3.1 D'ici 2016, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre.	• Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport aux niveaux de 2010	• Si l'on prend 2010 comme année de référence, le PROE a consacré au financement de l'adaptation 3,86 millions USD. • Sur cette base, les ressources ont fortement augmenté pour l'adaptation par le biais du PROE entre 2011-2016. En dépit de fluctuations d'année en année, l'augmentation annuelle moyenne était de 85 % par rapport à la référence de 2010 pour les années 2011-2016, en notant que la clôture du projet PACC représente un déclin dans les dernières années de la période.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	129 099	41 476
				Coûts de fonctionnement	19 182	11 484
				Frais d'investissement		
				Sous-total	148 281	52 960

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010. 	<ul style="list-style-type: none"> Il n'y a eu aucun projet de véritable adaptation mis en œuvre par la DCC en 2016, mais le BEM a commencé à mettre en œuvre le Projet océanien d'adaptation écosystémique au changement climatique (PEBACC). Le projet régional Renforcement institutionnel des États insulaires océaniques pour s'adapter au changement climatique (ISSAC) financé par l'USAID à hauteur de 5 millions USD qui a été mis en œuvre par le PROE, le CPS et le SFIP afin de renforcer les capacités institutionnelles pour planifier, coordonner et répondre efficacement aux effets négatifs du changement climatique a débuté Approbation du projet de Services d'information sur le climat (SIC) du Vanuatu de 26 millions USD avec le Fonds vert pour le climat en décembre 2016 où les services d'information renseigneront et soutiendront l'adaptation dans les secteurs des pêcheries, de l'agriculture, du tourisme, de l'eau et des infrastructures. 	100 %	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Composante : AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ, DES CONNAISSANCES ET DE LA COMPRÉHENSION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA RÉDUCTION DES RISQUES

Stratégie 2.1 : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée pour promouvoir l'observation et la surveillance météorologiques, climatiques et océaniques afin d'améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CC 2.1.1 : Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Objectifs atteints en 2016.						
CC 2.1.1 D'ici à 2016, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques opportunes.	• Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophe aux fins de l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none">Le projet PPCR et le RTSM étaient pleinement opérationnels et ont fourni une assistante technique dans le cadre du RTSM aux États Fédérés de Micronésie (État de Kosrae) et aux Tonga pour effectuer des évaluations et soutenir le développement du projet destiné au Fonds pour l'adaptation et le FVC.Le PPCR et le RTSM ont, dans le cadre de l'intégration, fait appel à des experts pour appliquer l'ACB et les outils d'évaluation centrale intégrant le risque climatique, ont développé des cadres nationaux pour les services climatiques, ont développé et mis à jour les portails sur le changement climatique et procédé à la surveillance et à l'évaluation des cadres, ont effectué des évaluations de l'impact sur l'environnement et ont formalisé l'acte de fiducie pour les Fonds destiné à la survie des espèces. Ces outils et la formation associée peuvent être largement reproduits dans la région et seront intégrés dans les directives du PCCP et du PROE pour le développement des projets.Les capacités de prévisions climatiques des SMHN dans les îles Cook, aux Fidji, dans les États fédérés de Micronésie, aux Kiribati, dans les îles Marshall, à Nauru, à Nioué, à Palau, en PNG, au Samoa, dans les îles Salomon, aux Tonga, aux Tuvalu et au Vanuatu sont améliorées grâce au nouvel outil dynamique de prévisions saisonnières CLIKP (voir : http://clikp.sprep.org/) fourni par la République de Corée-Projet de prévisions climatiques pour les îles du Pacifique (ROK-PI CliPS), permettant ainsi aux SMHN de développer leurs propres produits personnalisés afin de procurer aux secteurs nationaux des prévisions météorologiques.La formation ROK-PI CliPS dans les pays sur le nouvel outil dynamique de prévisions saisonnières CLIKP a été effectuée dans la République des îles Marshall (févr.), au Samoa (janv.), en Papouasie-Nouvelle-Guinée (juin) et au Vanuatu (mars) – au moins 30 agents locaux du SMHN ont été formés à l'utilisation des informations générées par le CLIKP afin de donner des conseils au gouvernement, aux branches d'activités et aux collectivités.Le deuxième atelier de formation régionale ROK-PI CliPS sur la « Régionalisation » s'est tenu à Rarotonga, aux Îles Cook, en juillet 2016. 30 participants ont été formés pour utiliser l'outil CLIKP afin de fournir des conseils liés au climat.Les capacités de régionalisation des SMHN aux îles Cook, aux Fidji, dans les États fédérés de Micronésie, aux Kiribati, dans les îles Marshall, à Nauru, à Nioué, à Palau, en PNG, au Samoa, dans les îles Salomon, aux Tonga, aux Tuvalu et au Vanuatu se sont améliorées grâce aux nouveaux ordinateurs portables équipés de logiciels de réduction d'échelle.Le ROK-PI CliPS soutient l'évaluation des observateurs météorologiques des îles	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	249 541	231 159
				Coûts de fonctionnement	506 682	153 676
				Frais d'investissement		
				Sous-total	756 223	384 835
				<ul style="list-style-type: none">Le Mémoire d'entente entre l'IFRC et le PROE pour aider à la mise en place des composantes communautaires du FINPAC a été payé en 2017 (les activités ont été achevées en 2016, mais le retard de paiement est dû au retard dans l'élaboration des rapports finalisés de l'IFRC au SPREP pour débloquer le paiement final qui a été effectué en mars 2017.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<p>Cook conformément aux normes de l'OACI et du système de gestion de la qualité et apporte son soutien au groupe météorologique pour l'aviation des îles du Pacifique. L'évaluation apporte des recommandations clés pour améliorer les données des services météorologiques des îles Cook fournies aux services de l'aviation.</p> <ul style="list-style-type: none">Un Mémorandum d'entente a été signé en septembre avec l'APCC pour renforcer la collaboration sur des intérêts communs et des projets afin de soutenir les SMHN dans la région.Les capacités des SNM ont été renforcées et soutenues par le PROE lors du premier atelier régional CESAP sur l'évaluation des risques multiples et le système d'alerte précoce avec les applications spatiales et les SIG. L'atelier a abordé l'analyse préliminaire des lacunes-besoins de l'évaluation des risques multiples, des systèmes d'alerte précoce et de l'utilisation d'un SIG pour la gestion des catastrophes dans la région du Pacifique.Le PROE a fourni un appui technique aux SMHN lors de l'atelier de l'OMM sur le renforcement des indices climatiques pour des applications spécifiques sectorielles dans le Pacifique en collaboration avec l'OMM, le NIWA et le BOM. L'atelier a produit des indices climatiques pour mesurer les changements dans des conditions climatiques extrêmes/La mise en place de systèmes d'alerte précoce communautaires dans 8 communautés pilotes aux îles Cook, aux Kiribati, aux îles Marshall, au Samoa, sur les îles Salomon, aux Tonga, aux Tuvalu et au Vanuatu grâce au projet FINPAC renforce la préparation et les mécanismes d'intervention des collectivités.				
Objectif de 2016 pour le volet CC 2.1.2 : Applications améliorées de la gestion du changement climatique et des risques dans les pays et territoires insulaires océaniques grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Une composante importante de la réalisation de la DCC en 2016.						
CC 2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication ciblés pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs	<ul style="list-style-type: none">Amélioration du caractère opérationnel et des fonctionnalités du PCCP et des portails nationaux.Mises à jour, rapports, aperçus bimensuels.Liens vers les partenaires et vers les sites web/portails intéressants grâce à des technologies fondées sur les données libres.Nombre de réunions du comité et de rapports de réunion.Nombre de participations aux activités de sensibilisation et de rapports de déplacements officiels.Rapport de Google Analytics indiquant une	<ul style="list-style-type: none">Portail océanien sur le changement climatique (www.pacificclimatechange.net) : mise à jour terminée et lancement en juin avec des interfaces conviviales et une découverte du contenu améliorée.Développement et lancement des portails sur le changement climatique — http://climatechange.ecc.we.bs/ des Tonga (septembre) et du Vanuatu — http://nab.vu/ (août) en utilisant le « kit de démarrage » (Starter Pack) développé grâce au projet Pacific iCLIM.Développement de la « gestion des connaissances et des informations pour les lignes directrices sur le changement climatique » (IKM4CC) afin d'aider les ÉTIO à mettre en place ces lignes dans leurs divisions changement climatique.Les parties prenantes ont été tenues informées du nouveau PCCP par 6 mises à jour bimensuelles diffusées via le PaCCIN.Mise en place réussie d'un micro projet sur le développement d'un vocabulaire commun partagé entre le REEEP, le Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (CCCCC) et le PROE.1 réunion du comité consultatif du PCCP a été convoquée en avril 2016.Quatre ateliers de formation co-animés et sensibilisation sur le PCCP grâce à des présentations et des démos – Fidji et Vanuatu (juin), Vanuatu (août) et Tonga (sept).Utilisation du PCCP : 29 000 visites et les ressources les plus consultées étant le RTSM, la bibliothèque de documents, la base de données des projets. Visites provenant de 3 ÉTIO principaux – Fidji, Tonga et PNG.	100 %			
					Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	44 100	125 072
				Coûts de fonctionnement	62 489	25 287
				Frais d'investissement		
				Sous-total	106 589	150 359

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
	<ul style="list-style-type: none"> augmentation du nombre de visites et de l'activité. Nombre de stages de formation et de détachements effectifs. 	<ul style="list-style-type: none"> Installation réussie de 5 bases de données de connaissances traditionnelles à Nioué, au Samoa, dans les îles Salomon, au Vanuatu et au PROE pour stocker les connaissances traditionnelles sur le climat Des réunions ont été organisées d'août à décembre (1 face à face, 4 visioconférences) pour le projet sur les connaissances traditionnelles conduit depuis le Vanuatu, le Samoa, les îles Salomon et Nioué afin d'assurer la surveillance des indicateurs climatiques et météorologiques de leurs connaissances traditionnelles. Un document de recherche conjoint a été publié par les SMHN et les partenaires concernant le recueil des connaissances traditionnelles dans le Pacifique. Formation à la surveillance des connaissances traditionnelles réalisée avec succès au Samoa sur l'utilisation de leur base de données et la manière de recueillir des indicateurs climatiques et météorologiques 		
	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> Plus de visibilité au niveau mondial concernant le travail du PROE sur le changement climatique lors d'événements en marge de la COP 22 à Marrakech (initiative Nansen, Institut de Stockholm pour l'environnement, pertes et dommages et Centre océanien du changement climatique), afin d'augmenter l'intérêt des partenaires à travailler avec la région sur le changement climatique. Des ateliers de lancement du projet PPOA au niveau national ont eu lieu aux Fidji, au Vanuatu et aux Kiribati afin de commencer le travail au niveau national dans le cadre du projet. L'évaluation régionale de la vulnérabilité à l'acidification des océans du PPOA est publiée et diffusée pour donner une meilleure visibilité et sensibiliser l'opinion sur la question dans la région. Le projet PPOA a été présenté lors du 4^e symposium sur l'océan dans un monde avec un taux élevé de CO afin de donner plus de visibilité au projet Le PROE a été invité à participer à la réunion du Comité directeur GOA-ON, participation qui a conduit à une collaboration avec la Fondation sur les océans sur des travaux effectués dans la région En 2016, 10 éditions (février à novembre) du bulletin d'information Climate Change Matters (CCM) ont été distribuées à 1 261 abonnés du site d'information sur le climat du Pacifique (PaCCIN), et par le biais de l'inscription du PROE aux COPS et aux partenaires et à 791 abonnés aux CCM. Le CCM est également partagé sur Facebook sur le site du PROE et du PCCP Soutien continu pour sensibiliser les écoles sur les initiatives liées au climat et à la météorologie grâce à la journée « portes ouvertes » du PROE (juin) avec la participation du service météorologique du Samoa et du bureau météorologique océanien. Formation sur les médias et les moyens de communication fournis afin de donner au service météorologique national la capacité de mieux transmettre les informations au public et encourager des partenariats efficaces avec les médias pour atteindre la dernière ligne droite aux Tonga, sur les îles Salomon, au Vanuatu, en PNG, dans la République des îles Marshall, au Samoa, aux Tuvalu, aux îles Cook, aux Fidji, aux Kiribati et à Nioué. Développement de Plans de résilience communautaires face au changement climatique et aux catastrophes, formation et création de comités de gestion des catastrophes dans les 8 communautés ((Jenrok-République des îles Marshall, Mouga'one-Tonga, Lefagoali'i-Samoa, Epau-Vanuatu, Teone — Tuvalu, LordHowe 	100 %	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		Settlement-Iles Salomon et Tautu — Iles Cook) en partenariat avec les bureaux nationaux de gestion des catastrophes, les SMHN et les sociétés de la Croix-Rouge. <ul style="list-style-type: none">Mise en place des équipes de coordination nationale comprenant les SNM, la Croix-Rouge et les BNGC du pays. L'approche développée dans le cadre du FINPAC est à présent utilisée par les sociétés de la Croix-Rouge dans tous leurs programmes communautaires de sensibilisation sur l'alerte précoce — Action précoce.				
Objectif de 2016 pour le volet CC 2.1.3 : Prestation de services météorologiques régionaux adéquate afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : A bien progressé en 2016.						
CC 2.1.3 Toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux sont mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none">Proportion des recommandations issues de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre.	<ul style="list-style-type: none">Le groupe des services maritimes et océanographiques des îles du Pacifique (PIMOS) a tenu sa deuxième réunion de coordination et a défini ses domaines prioritaires afin d'aider les membres pour les services océanographiques.Le Comité consultatif PI-GOOS s'est réuni à distance et les priorités du PI-GOOS sont prises en compte dans le projet PPOA, dans le groupe PIMOS et dans le programme COSPPac.La transition du Programme océanien de soutien climat et océan (COSPPac) du BoM a été un succès, notamment le recrutement du responsable des connaissances traditionnelles du COSPPac, du responsable du développement des capacités, des responsables service informatique et assistance des programmes COSPPac afin que le soutien permanent aux SNM soit maintenu.Le Partenariat du bureau météorologique océanien (PMDP) sert toujours d'appui consultatif et administratif étendu aux cinq groupes du CMO sur les services climatiques, les services marins et océanographiques, la communication et les infrastructures, l'aviation et l'éducation, la formation et la recherche.Le deuxième Forum de prévision climatique des îles du Pacifique (PICOF 2) a été accueilli par le service météorologique des îles Fidji, à Nadi les 16-17 octobre 2016. Le PICOF-2 s'est concentré sur le secteur de la réduction des risques de catastrophes (RRC). Le Forum a permis de mieux comprendre comment les prévisions climatiques saisonnières sont réalisées, comment elles sont et peuvent être pertinentes au niveau régional et national et comment elles peuvent être personnalisées en fonction des besoins des utilisateurs à partir de la communauté RRC. Le Forum a donné lieu à une prévision consensuelle régionale (novembre 2016 — janvier 2017) et à une prévision de cyclone tropical et la déclaration du PICOF 2 sur « les impacts et les enseignements tirés de El Niño en 2015-2016 pour le climat/RRC et prévisions et préparations pour La Niña 2016-2017 ». Toutes ces informations permettent de donner des conseils aux pays membres.Le PROE a aidé les îles Salomon à organiser leurs consultations sur la politique nationale en matière de sécheresse et l'atelier des 5-9 septembre 2016, soutenu par l'OMM et le PROE. L'atelier national sur la sécheresse a complété les consultations auprès du Gouvernement des îles Salomon et des principales parties prenantes et ils ont énoncé les objectifs de la politique nationale en matière de sécheresse et les objectifs par parties prenantes et développé une structure d'équipe spéciale pour la sécheresse et les dispositions institutionnelles.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	78 770	72 055
				Coûts de fonctionnement	349 385	399 617
				Frais d'investissement		
				Sous-total	428 155	471 672

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none">L'atelier sur la feuille de route du Pacifique en matière de services climatiques renforcés (PRCS) a eu lieu à Nadi, Îles Fidji les 19-21 octobre 2016. Il a identifié une liste d'objectifs et d'actions prioritaires à partir du secteur de la réduction des risques liés aux catastrophes afin de les inclure dans les PRCS avec également pour but de déterminer les cinq domaines prioritaires du GFCS. Des étapes clés ont par ailleurs été identifiées pour conformer le PRCS à la révision de la Stratégie météorologique des îles du Pacifique (PIMS) et au Plan d'action du groupe des services climatologiques des îles du Pacifique (PICS). Une discussion et un accord ont par ailleurs eu lieu pour inclure les indicateurs clés dans le cadre de suivi et d'évaluation (S&E). Le PRCS final et son S&E seront soumis au CMO en août 2017.L'atelier d'examen de mi-parcours du PIMS a eu lieu au PROE à Apia, Samoa les 6-7 octobre 2016. Cet atelier a recueilli les enseignements, a identifié les lacunes/priorités et est parvenu à un accord parmi les participants des états membres sur la façon d'harmoniser le PIMS avec les cadres des politiques mondiales et régionales telles que les stratégies du RA-V et de l'OMM.L'OMM RA-V ont tenu une réunion sur la mise en place du réseau de centres climatiques régionaux des îles du Pacifique (réseau CCR-IP) à Honolulu, Hawaï les 21-23 novembre 2016. La réunion a été accueillie par le Centre climatique ENOA du Pacifique. Elle a débouché sur la définition du Plan de mise en œuvre du CCR-IP et la création d'un lien avec les projections en matière de changement climatique. Le CCR fournira un soutien régional sur les services climatiques pour les pays membres du PROE, NOAA, BoM, NIWA, USP, CPS et autres partenaires.Les SNM continuent de bénéficier du Mémoire d'entente signé entre le PROE et le CSIRO sur la mise en place des produits PACCSap. Des ateliers ont été organisés afin de former les SMHN sur l'application des informations relatives au changement climatique pour améliorer la planification sectorielle. Ce soutien sera étendu en 2017.				
CC 2.1.4 D'ici 2016, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière ;	<ul style="list-style-type: none">Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles.	<ul style="list-style-type: none">Le BoM et le service météorologique du Samoa (MNRE) en collaboration avec le PROE ont créé une base de données climatologique destinée à la formation sur l'environnement (CliDE) pour les îles Cook, les Fidji, les Tuvalu, Nioué, le Samoa et le Vanuatu en octobre. Cette activité permet de former les responsables climatiques à l'utilisation de la nouvelle version améliorée du CliDE 4.1 pour numériser et stocker en toute sécurité les données climatiques afin d'avoir des informations sur le climat et le changement climatique plus précises pour les membres sélectionnés.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	115 302	141 394
		Coûts de fonctionnement		1 310 923	605 146	
		Frais d'investissement			778	
		Sous-total		1 426 225	747 318	
		<ul style="list-style-type: none">La composante du projet FINPAC sur la réhabilitation des stations météorologiques dans 10 ÉTIO a été retardée et l'achèvement est prévu en 2018 (359 695 USD)La transition du projet COSPPac du Bureau australien de météorologie a pris du retard dans le recrutement en raison de la durée relativement brève des contrats. D'autres activités planifiées ont				
<ul style="list-style-type: none">Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux.	<ul style="list-style-type: none">Le deuxième atelier du DBCP sur le renforcement des capacités (PI-2) s'est tenu à Nouméa sur la base de l'atelier PI-1 et a été organisé avec la réunion du groupe PIMOS pour permettre une participation plus large. L'atelier PI-2 s'est concentré sur l'accès et l'application des données et des produits marins.Un soutien a été accordé au futur Président du CMO afin de participer à la réunion des responsables hydrographiques régionaux pour soutenir le CMO sur les questions liées aux obligations météorologiques maritimes en vertu de la convention de SOLAS					

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
		<ul style="list-style-type: none"> Le PROE a travaillé avec la CPS et l'USP à l'organisation de l'atelier de formation sur les marées et les océans du COSPPac aux îles Salomon pour renforcer les capacités des SMHN dans l'utilisation des différents outils océanographiques disponibles. Les services météorologiques des Tuvalu et des Kiribati continuent d'être soutenus dans le fonctionnement et l'entretien du Réseau aérologique mondial (GUAN) par le Bureau des services météorologiques du Royaume-Uni grâce au Fonds Pacifique. Le premier atelier sur l'examen de la météorologie des îles du Pacifique a eu lieu en octobre en consultation avec le SNM. Le deuxième atelier est prévu en 2017 en préparation de la quatrième réunion de la CMO et de la deuxième réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie. Le Comité directeur du COSPPac s'est tenu à Apia, au Samoa, en octobre avec la participation des 14 pays membres. Il a traité de la progression des projets et de la façon dont les économies pouvaient être utilisées dans de nouvelles activités. Le PROE a soutenu le développement du Cadre des services climatologiques du Vanuatu et les consultations nationales sur le climat avec le soutien du RTSM et de l'OMM. Le PROE a soutenu 2 forums de prévisions climatologiques nationaux (NCOF) aux Kiribati (Iles Tarawa et Kiribati), 2 NCOF en Papouasie Nouvelle-Guinée. Les capacités des SNM en matière de rédaction scientifique se sont améliorées grâce à un atelier d'écriture régional organisé par le PROE et financé par l'OMM et le FINPAC. Suite à cet atelier et à la coordination du PROE, le « recueil des services météorologiques en action des îles du Pacifique » des études de cas des services climatologiques a été développé et lancé, financé par le projet FINPAC. Les études de cas mettent en exergue les capacités actuelles des SMHN dans les services climatologiques. Stage de formation pour deux jeunes diplômés au PROE et au service météorologique de Samoa pour aider les services météorologiques de Tokelau au PROE pendant 6 mois. Installation du système SMARTMet dans 6 SMN (Fidji, PNG, Samoa, Iles Salomon, Tonga et Vanuatu). Ce nouvel outil permet aux SMN de visualiser et de préparer les données météorologiques avec la capacité de générer des prévisions personnalisées animées ou graphiques automatisées pour les utilisateurs. Le projet a fourni le matériel informatique, la formation et le logiciel du FMI, l'informatique et le support logistique viennent du PROE. Installation du système SMARTAlert et formations du personnel des 6 SMHN aux Fidji, en PNG, au Samoa, dans les îles Salomon, aux Tonga et au Vanuatu. Le système SmartAlert est à présent utilisé de façon opérationnelle pour afficher et visualiser tous les événements météorologiques violents dans les 6 SMHN. 		<i>été reportées à 2017 pour se conformer aux réunions et aux ateliers régionaux tels que la formation sur les médias du 4^e Conseil météorologique du Pacifique (PMC-4) et de la 2^e réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologie (PMMM-2) qui a eu lieu à Honiara en août. La formation Scopic a été reportée pour s'harmoniser avec le 3^e forum des prévisions climatologiques des îles du Pacifique (PICO-3) qui a lieu à Apia en septembre 2017</i>

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
		<ul style="list-style-type: none"> Appel d'offres pour la fourniture d'un équipement RBSN/RBCN de base à 10 SNM (Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Îles Marshall, Nauru, Nioué, Palau, PNG, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Il s'agit d'une contribution significative pour une meilleure qualité des observations météorologiques et des données dans la région. Ils ont été mis en œuvre en 2017. Une nouvelle station météorologique automatique a été financée par le projet pour l'aéroport d'Alofi, à Nioué en 2016. Le partenariat du bureau météorologique océanien (PMDP) du PROE en collaboration avec le CSIRO continue d'accroître son soutien aux SNM pour les projections à long terme grâce au projet PACCSAP. En conséquence, Les SNM continueront à fournir des prévisions fiables en utilisant la science à long terme pour la planification et la prise de décision. 		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Stratégie 2.2 : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique.

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CC 2.2.1 – Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le changement climatique est devenu une priorité du programme de développement en raison d'une meilleure prise de conscience						
CC 2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation sur le terrain.	<ul style="list-style-type: none">Le projet PPOA a organisé un atelier de lancement au niveau national aux Fidji, aux Kiribati et au Vanuatu et a identifié les communautés cibles.Le travail de conception a commencé par la structure et les objectifs de la proposition de Programme de résilience de l'écosystème côtier et marin du FVC en collaboration avec l'IUCN afin de présenter une approche complète fondée sur l'adaptation écosystémique et la démarche dite « de la montagne à la mer » du changement climatique dans les zones côtières de la région.Partenariat entre le projet PPOA et le projet sur l'atténuation et la surveillance de l'acidification des océans de la Fondation des océans (financé par le Département d'État américain) afin d'élargir les connaissances scientifiques pour soutenir cette action et tous les prochains projets sur l'acidification des océans dans la région.Le projet GCCA PSIS s'est terminé en 2016, mais a piloté avec succès des initiatives d'adaptation à Nioué, aux îles Cook, dans les États fédérés de Micronésie, à Palau, aux Tonga, aux Tuvalu, aux Kiribati et dans la République des îles Marshall.	Les objectifs prévus jusqu'en 2016 ont été atteints 100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	82 383	59 386
				Coûts de fonctionnement	340 226	216 272
				Frais d'investissement		
				Sous-total	422 609	275 658

Stratégie 2.3 : Aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CC 2.3.1 – Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l'adaptation						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La formation à la négociation a continué à progresser en 2016						
CC 2.3.1 D'ici 2016, tous les pays insulaires du Pacifique participent effectivement aux négociations internationales clés sur le changement climatique.	<ul style="list-style-type: none">Proportion de pays insulaires du Pacifique participant aux négociations de la CCNUCC.	<ul style="list-style-type: none">Les 14 PIP qui font partie de la CCNUCC ont participé à ces processus avec le soutien du PROE et d'autres agences régionales. 2016 a également vu l'augmentation de la participation des territoires dans les événements préparatoires de la CCNUCC et du PROE.Capacités de négociation renforcées des PIP en 2016 grâce à un large éventail d'activités, y compris deux événements sur le mécanisme de soutien de haut niveau (HSLM) en avril et septembre 2016 ; réunions des délégations du Pacifique à Bonn et Marrakech.Des événements d'information supplémentaires ont eu lieu conjointement avec les réunions régionales, notamment un exposé pour les dirigeants des îles du Pacifique qui s'est tenu en septembre et un exposé aux délégations lors de la Conférence Océania 22 (mars) et de la réunion du PROE (septembre). Le PROE a coordonné et a travaillé en étroite collaboration avec d'autres CORP et agences partenaires en 2016 pour fournir une approche dite « un CORP » aux négociations de la CCNUCC au cours desquelles les experts techniques et	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	73 844	53 902
				Coûts de fonctionnement	129 232	246 766
				Frais d'investissement		894
				Sous-total	203 076	301 562
				<ul style="list-style-type: none">Des ressources supplémentaires ont été allouées (Analyse climatique)		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		politiques ont collaboré avec les pays membres pour les soutenir dans les négociations de la COP 22 en novembre. L'équipe de communication a également apporté son soutien pour s'assurer que la voix du Pacifique figure dans les médias.				
CC 2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC 	<ul style="list-style-type: none"> Conformément à ce qui est indiqué dans le rapport de suivi et d'évaluation des performances 2015, le 5^e rapport du GIEC a été achevé et publié, aucune autre contribution n'était donc requise. Le PROE encourage les contributions au AR6 (sixième rapport d'évaluation) et aux rapports spéciaux du GIEC sur les océans et l'objectif de 1,5 degré. En réponse aux demandes des PIP, des séances d'informations ont été organisées sur les questions traitées par le GIEC lors des événements du HSLM durant 2016 pour s'assurer que les pays des îles du Pacifiques étaient correctement informés des dernières découvertes scientifiques. 	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	13 094	11 030
				Coûts de fonctionnement		477
				Frais d'investissement		
				Sous-total	13 094	11 507

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Composante CC 3.1 : CONTRIBUTION À LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS MONDIALES DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

Stratégie 3.1 : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CC 3.1.1 – Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Après la hâte initiale pour achever les INDC et la feuille de route, le soutien pour la mise en œuvre de la part de la DCC a été lent						
CC 3.1.1 D'ici à 2016, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	• Nombre de nouvelles activités en matière d'efficacité énergétique basées sur les derniers enseignements et les besoins régionaux.	• Grâce au HSLM, le PROE a apporté son soutien aux pays afin qu'ils comprennent comment développer des concepts de projet dans le cadre des contributions déterminées au niveau national (CDN) de l'accord de Paris, en particulier pour la mise en œuvre des activités en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable.	Il s'agit d'un effort à long terme et il sera amélioré dans le nouveau plan stratégique aidant les PIP à atteindre leurs objectifs de CDN.		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	39 563	89 923
	• Nombre de meilleures pratiques et d'enseignements tirés du projet PIGGAREP diffusés.	• Les enseignements tirés du projet PIGGAREP sont toujours diffusés, y compris dans les ateliers de travail régionaux sur les CDN et HSLM ainsi qu'au Sommet sur l'énergie d'Auckland de 2016.		Coûts de fonctionnement	1 194	4 812
				Frais d'investissement		
				Sous-total	40 757	94 735
	• Read in conjunction with 3.2.1					
Objectif de 2016 pour le volet CC 3.2.1 – Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : En cours						
CC 3.2.1 D'ici à 2016, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation.	• Nombre d'INDC convertis en NDC.	• Tous les pays insulaires océaniques (PIP) ont converti leurs INDC en CDN dans le cadre du processus de ratification. Elles seront réaffirmées à temps pour l'opérationnalisation de l'Accord de Paris en 2020, en tenant compte des possibilités de préciser ou d'intensifier les CDN.	Le processus en cours et plusieurs projets à venir ont été développés et négociés en 2016		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	33 066	15 426
	• Nombre de Membres mettant en œuvre des projets en matière d'énergies renouvelables.	• Le PROE a continué à mettre en œuvre d'importants projets PIGGAREP+/SIDS à Palau, Samoa et Tuvalu.		Coûts de fonctionnement	523	94 695
				Frais d'investissement		
				Sous-total	33 588	110 121
	Objectif de 2016 pour le volet CC 3.3.1 – Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés					
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Il n'y a eu aucune activité/demande en 2016						
CC 3.3.1 D'ici à 2016, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	• Nombre de nouveaux inventaires de GES, et de bases de référence BUR et NDC achevées d'ici 2016.	• Il n'y a eu aucune demande de soutien pour ce travail. Toutefois, le travail sur les BUR et les CDN a progressé dans un certain nombre de PIP.	Les objectifs du plan stratégique jusqu'en 2015 ont été atteints		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	19 591	14 562
		Coûts de fonctionnement				
		Investissements				
		Sous-total		19 591	14 562	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CC 3.4.1 – Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : En cours avec l'Accord de Paris qui entre en vigueur.						
CC 3.4.1	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'autorités nationales désignées établies dans le cadre des nouveaux mécanismes de Paris d'ici 2016.	<ul style="list-style-type: none">Le PROE a défini des orientations pour instituer les autorités nationales grâce au Guide de l'apprenant du Fonds pour l'adaptation/FVC et tous les PIP ont institué leurs autorités nationales ainsi que les correspondants pertinents pour le centre et réseau de technologies climatiques.	Chaque PIP a institué une autorité nationale 100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		956
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		956
				• Coûts transférés au 3.3.1		
TOTAL PROGRAMME 1				Budget	Dépenses réelles	
			Coûts du personnel	1 081 970	1 053 024	
			Coûts de fonctionnement	4 207 414	2 675 816	
			Frais d'investissement		1 672	
			TOTAL	5 289 384	3 730 512	

2. BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

Objectifs du programme :

1. Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation.
2. Enrayement du déclin des populations des principales espèces migratrices et menacées grâce à une planification et à une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région
3. Menace réduite des espèces envahissantes grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la gestion, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte ciblées.

Évaluation générale : D'ici 2016, 75 % des objectifs du plan stratégique du BEM seront atteints à 80-100 %. De grands succès ont été obtenus pour remédier et sensibiliser aux problèmes des espèces envahissantes, les États insulaires océaniques connaissent une bonne dynamique pour atteindre les objectifs d'Aichi du CDB. Les capacités du PROE pour soutenir les initiatives sur les aires protégées se sont améliorées en travaillant avec les partenaires, et une meilleure gestion des océans est à présent au programme des PIP.

Les faits marquants incluent

Écosystèmes insulaires et océaniques

- Trois membres supplémentaires de la PIRT ont signé l'Accord de la Table ronde océanique pour la conservation de la nature (PIRT) symbolisant leur engagement continu et renouvelé dans le travail de la Table ronde et leur soutien pour la mise en œuvre du Cadre pour la conservation de la nature et des aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014-2020.
- Des modèles participatifs tridimensionnels (P3D) ont été achevés à Nauru, Rarotonga, et (Eua) Ile de Tonga, comme outils d'aide à la planification et à la prise de décision.
- Évaluation réussie de l'efficacité de la gestion des aires protégées en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- Nauru a achevé son premier inventaire des zones humides ainsi qu'un plan de gestion pour la conservation des zones humides d'Anabar-Ijuw.
- La réunion de l'Alliance régionale de l'océan pacifique (AOP) et l'atelier consacré à l'initiative océans durables (IOD) sur la gestion intégrée des océans se sont tenus à Apia en présence des principaux secteurs de l'industrie, des CORP et de tous les Membres du PROE, pour la planification et la gestion multisectorielles à l'échelle régionale et des ZEE.
- Les contributions techniques par le Groupe de travail sur le secteur marin et l'AOP ont permis aux pays d'adopter une position ferme quant aux besoins des PÉID du Pacifique dans les négociations internationales comme les procédures de l'ONU sur les ZADJN et BJN et les Objectifs, cibles et indicateurs de développement durable de l'ONU.
- L'analyse et la cartographie de l'écosystème et de la résilience socioéconomique (ESRAM) sont achevées pour Port Vila, afin de déterminer les options pour l'adaptation écosystémique au changement climatique.
- Soutien à l'atelier de renforcement des capacités du CDB sur les objectifs d'Aichi 11 et 12 qui a permis d'élaborer un projet de feuilles de route nationales pour les aires protégées.

- Le programme régional pour les aires protégées du PROE a été lancé à la CBD de la COP13 à Mexico, le programme est une consolidation des activités du PROE sur les aires protégées pour aider les Membres à mettre en œuvre leurs priorités nationales en la matière.

Espèces menacées et migratrices

- La CITES de la COP 17 a répertorié 9 espèces de raies mobula, 4 espèces de requins et la famille Nautilidae dans l'Annexe II.
- Les Tonga ont rejoint la CITES comme 183^e État partie.
- La réunion préparatoire à la COP à la CITES/CDB pour les Parties du PROE a été un succès.
- Les raies mobula ont été désignées dans la réunion des signataires du Memorandum d'entente de la CMS sur les requins au Costa Rica.
- Lancement de l'année de la baleine.
- Présentation de l'année de la baleine et de l'écotourisme fondé sur les espèces menacées pendant le Congrès mondial pour la conservation de l'UICN à Hawaï.

Espèces envahissantes

- Achèvement et évaluation réussie du projet de l'Alliance FEM-Pacifique *Prévention, gestion et contrôle des espèces envahissantes dans les îles du Pacifique*, avec plus de 100 initiatives portant sur les espèces envahissantes dans neuf pays au cours des cinq dernières années.
- Approbation par le Conseil du FEM du projet FEM 6. *Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique*.
- Développement des *Recueils de livres sur la lutte contre les espèces envahissantes* du Pacifique comprenant les neuf premières publications sur les problématiques communes des espèces envahissantes dans le Pacifique.
- Développement de la base de données sur les espèces envahissantes pour améliorer la quantité et la possibilité de recherche dans les bases de données sur les espèces envahissantes via le site Internet du PROE.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Composante : BEM 1 (Gestion de la biodiversité et des écosystèmes) – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES

Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 1.1 – Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris la mise en œuvre d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'activités régionales pertinentes en matière de conservation						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le projet de l'Alliance FEM-Pacifique IIB a renforcé les capacités locales et nationales pour utiliser des outils spécifiques notamment les P3DM, la planification spatiale marine et le système de normes ouvertes Mirardi pour aider à la gestion et à la planification de la conservation dans les îles Cook. L'accès aux données et aux informations sur les aires protégées disponibles dans le pays et partagées grâce au portail des aires protégées des îles du Pacifique s'est considérablement amélioré. Le lancement du Programme du PROE sur les aires protégées arrive à point nommé pour fournir un cadre afin de faciliter et coordonner le soutien régional aux aires protégées dans la région insulaire océanienne aux fins d'atteindre l'objectif d'Aichi 11 et d'autres objectifs associés. Les processus de planification spatiale marine dans au moins 7 états Membres, plus un grand évènement régional sur la gestion intégrée des océans a permis de définir l'importance des valeurs de la biodiversité océanique et la nécessité d'améliorer la planification multisectorielle nationale et régionale pour conserver ces richesses environnementales. Les nouveaux stagiaires en gestion du récif corallien et l'essor d'un nouveau statut du récif corallien et d'une base de données des tendances ont augmenté les capacités de gestion des impacts humains et du climat sur les récifs coralliens des îles du Pacifique.						
BEM 1.1.1 Au moins 50 % des Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.	• Nombre de Membres exécutant leur PANSB ou l'équivalent	<ul style="list-style-type: none">• Accord de coopération sur les projets signés avec le PNUE pour un nouveau projet régional PNUE-FEM PROE APA. Réunion de lancement reportée à 2017 en raison de la réception tardive des fonds et du recrutement tardif du personnel pour le projet.• Achèvement de trois modèles participatifs tridimensionnels (P3D) à respectivement Nauru, Puaikura, Rarotonga et l'île de Tonga. Les communautés locales, les agences gouvernementales et les écoliers ont activement participé à la construction des P3DM. Les P3DM sont utilisés comme outils d'aide à la planification du développement et de la conservation et à la prise de décision.• Des normes ouvertes pour les outils de planification de la conservation ont été présentées aux coordinateurs du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire et les responsables de la biodiversité concernés des îles Cook, de Nauru, des Tonga et des Tuvalu. L'outil de planification de la conservation aide à la programmation efficace d'actions pour améliorer la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes.• Le personnel des pêcheries et le personnel en charge de l'environnement à Nauru, aux îles Cook, aux Tonga et aux Tuvalu ont reçu une formation sur l'utilisation de la planification spatiale marine comme outil servant à la planification et à l'utilisation durable de leur biodiversité marine.• Promotion de la sensibilisation sur les liens entre les services écosystémiques et la biodiversité et le secteur de la production agricole au Samoa et au niveau régional grâce à des ateliers, des manifestations parallèles et le lancement de la publication FAO-PROE-CPS Intégration des services écosystémiques et de la biodiversité dans la production agricole et gestion dans les îles du Pacifique.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	69 725	91 543
				Coûts de fonctionnement	152 426	246 981
				Frais d'investissement	3 000	
				Sous-total	225 151	338 524
				Note :		
				L'augmentation des dépenses réelles est due aux activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique IIB renvoyées à 2016.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
BEM 1.1.2 D'ici 2016, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB).	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées 	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture des conseils et d'une assistance technique aux processus de planification spatiale marine pour développer les plans de gestion des AMP en Nouvelle-Calédonie et extension de la Maraë Moana dans les îles Cook. Plan de gestion achevé pour les zones humides d'Anabar-Ijuw à Nauru - proposées comme zone de conservation. Évaluation de l'efficacité de la gestion des aires protégées en Papouasie-Nouvelle-Guinée avec plus de 80 pour cent de ces évaluations achevées en 2016, le projet sera terminé en 2017. Préparation également de critères pour les différents types d'aires protégées en PNG en vertu de la nouvelle politique sur les aires protégées. Soutien de l'atelier de renforcement des capacités de la CDB sur les objectifs d'Aichi 11 et 12 avec le Secrétariat du CDB qui a permis d'élaborer un projet de feuilles de route nationales pour les aires protégées. Le programme régional sur les aires protégées du PROE a été lancé lors de la CDB de la COP13 à Mexico. Le programme est une consolidation des activités du PROE sur les aires protégées pour aider les Membres à mettre en œuvre leurs priorités nationales en matière d'aires protégées. Le portail pour les aires protégées (PIPAP) mis à jour avec les ressources pertinentes et la liste des abonnés pour envoyer un email au serveur de liste compte plus de 300 personnes de la région. Cela a été possible grâce au soutien d'un bénévole du Corps de la Paix qui est resté au PROE pendant 1 an et grâce également à un soutien supplémentaire pour la gestion du portail et du serveur de listes d'un service de conseil par le biais du projet BIOPAMA. Trois ateliers des parties prenantes sur les aires protégées nationales achevés aux Kiribati, dans les îles Salomon et aux Tonga (soutenus par le projet BIOPAMA) avec un calendrier d'actions de suivi convenu pour la collecte et l'amélioration des données et des informations sur les aires protégées. Les opportunités de carrières, le financement, la formation, les événements, les nouvelles liés aux aires protégées sont mis à jour sur le PIPAP et diffusés via le serveur de liste du PIPAP toutes les semaines. Le répertoire des zones humides de Nauru est achevé, il identifie les zones humides potentielles d'importance internationale et des aires protégées sont proposées. 	<p>70 %</p> <p>Meilleure estimation</p>			
				Coûts du personnel	66 225	54 765
				Coûts de fonctionnement	40 907	352 635
				Frais d'investissement	2 678	1 297
				Sous-total	109 810	408 697
				<p><i>Cette section doit être lue en parallèle de la section 4.4.1.1, notamment en ce qui concerne les activités financées dans le cadre du projet BIOPAMA.</i></p> <p><i>Les fonds du projet pour les aires protégées de Papouasie-Nouvelle-Guinée ne sont pas inclus dans le budget original, car ils ont seulement été approuvés par la suite.</i></p> <p><i>Également de petites contributions de MACBIO non intégrées dans le budget pour les zones humides de Nauru et une contribution du projet de l'Alliance FEM-Pacifique IIB.</i></p>		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
BEM 1.1.3 Chaque pays ou territoire insulaire océanien gère au moins une aire marine protégée (AMP) dûment.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres gérant une aire marine protégée	<ul style="list-style-type: none">Assistance technique et lignes directrices fournies aux responsables des AMP dans tous les pays membres des îles du Pacifique grâce au Groupe de travail sur les aires protégées, réseau BIOPAMA de responsables de vastes AMP et projet « Trame bleue pour la biodiversité ».Planification spatiale marine et processus de consultation des parties prenantes mis en place en Nouvelle-Calédonie et à Nauru.Faisabilité et conception de parcours éducatifs sous-marins pour sept sites en Polynésie française, c'est-à-dire la première pour tout Membre ÉTIO du PROE.Formation sur l'utilisation de la plate-forme d'informations spatiales sur l'environnement (ESIS) et application des données spatiales dans les descriptions des biorégions marines et de la planification spatiale marine dans les pays MACBIO (Vanuatu, Îles Salomon, Fidji, Tonga & Kiribati) plus Nauru et Samoa (en collaboration avec l'EMG).Profil et discussion sur la gestion des APM dans les Territoires français (dans le cadre du projet Trame bleue pour la biodiversité) au Congrès mondial sur la conservation de l'UICN.	70 % Meilleure estimation		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	53 874	54 532
				Coûts de fonctionnement	62 359	33 742
				Frais d'investissement		
				Sous-total	116 233	88 274
				Activités dans le cadre de la Trame bleue pour la biodiversité sur les territoires français reportées à 2017.		
BEM 1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique (Oceanscape) pleinement opérationnelle	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles	<ul style="list-style-type: none">Convocation de la réunion de l'Alliance régionale de l'océan Pacifique (AOP) et de l'atelier consacré à l'initiative océans durables (IOD) à Apia avec les partenaires, pour une gestion intégrée des océans avec les principaux secteurs du développement/industrie, tous les ÉTIO, les CORP et ONG liées aux zones marines (actions du FPO 2B, 3B, 4B).Conseil technique fourni avec le groupe de travail du secteur maritime (GTSM), l'Alliance de l'océan Pacifique et soutien direct aux Membres du PROE pour les négociations du Comité préparatoire des Nations Unies sur ZADJN-BJN, la Conférence de l'ONU 2017 sur l'ODD 14 sur les océans et les Indicateurs clés pour le Pacifique pour l'ODD 14 (actions FPO 2B, 3C, 4B).Contributions à l'élaboration du Plan de mise en œuvre du programme des Nations Unies pour l'environnement sur les mers régionales, afin de répondre aux priorités des Membres du PROE sur les océans et les récifs coralliens (Actions FPO 4B, 5D).Soutien pour l'élaboration du Cadre d'actions 2017 lié au partenariat international pour le carbone bleu, afin d'identifier des stratégies qui bénéficieront aux Membres du PROE dans la gestion de l'environnement marin et côtier (FPO — Actions 5D, 6A, 6B).Mémorandum d'entente de partenariat signé et commencé avec le centre britannique des sciences environnementales, halieutiques et aquacoles (Cefas) avec une aide fournie au Vanuatu pour la surveillance de la qualité de l'eau du littoral (Actions FPO 4B, 5D).	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	21 580	23 815
				Coûts de fonctionnement	47 000	27 115
				Frais d'investissement		
				Sous-total	68 580	50 930
BEM 1.1.5 D'ici 2016, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar	<ul style="list-style-type: none">Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar	<ul style="list-style-type: none">Conseil technique donné aux Tonga, au Vanuatu et à Palau pour évaluer et désigner des sites Ramsar potentiels.Conseil et assistance fournis au Vanuatu pour le processus d'adhésion à la convention de Ramsar.Mémorandum d'entente avec le Secrétariat de Ramsar revu et renouvelé.	70 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	5 395	4 739
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total	5 395	4 739

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
BEM 1.1.6 D'ici à 2016, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	<ul style="list-style-type: none">Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides	<ul style="list-style-type: none">Réalisation d'un inventaire national des zones humides pour Nauru et avancement du plan de gestion pour les zones humides de Ijuw/Anabar proposées comme Zones de conservation (à lire avec la section 1.1.2)Matériel éducatif sur les zones humides et conseil fournis au Samoa, aux Tonga, au Vanuatu et à la République des îles Marshall pour des événements liés à la semaine de l'environnement et à la journée mondiale des zones humides 2016.Cinq nouveaux stagiaires de pays Membres du PROE ont achevé le programme de bourses sur la gestion des récifs coralliens 2016 qui s'est déroulé dans le Parc marin du récif de la grande barrière.L'atelier du GCRMN (Réseau mondial pour la surveillance des récifs coralliens) du Pacifique a été organisé avec le PNUE et le CRIIBE pour créer une base de données et identifier les principaux problèmes afin de créer un statut des récifs coralliens des îles du Pacifique et mise à jour des tendances.	80 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	10 790	4 549
				Coûts de fonctionnement	7 480	3 700
				Frais d'investissement		
				Sous-total	18 270	8 249
<i>Élément de salaire cofinancé conformément à la section 1.1.2 (IIB et MACBIO). Réduction des fonds de fonctionnement en raison de modifications dans les dispositions en matière de financement avec le PNUE pour la mise à jour des récifs coralliens du GCRMN</i>						
Objectif de 2016 pour le volet BEM 1.2 – Adaptation écosystémique (EbA) largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique						
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : L'importance et la valeur des approches en matière d'adaptation écosystémique ont acquis une dynamique considérable dans la région grâce aux initiatives du PROE. Cela comprend le travail réalisé aux îles Salomon (Choiseul et Honiara), aux Fidji (Lami Town, Taveuni et Macuata), au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu (Port Vila et Tanna). Avec d'autres divisions, le BEM encourage l'adaptation écosystémique par la création de partenariats, la collaboration avec toutes les parties prenantes, le renforcement des capacités, la production de produits de communication, la recherche sociale et écologique, les conseils politiques et techniques et la mise en place d'activités sur le terrain. Ce travail permet de s'assurer que l'adaptation écosystémique a été intégrée dans le Cadre régional pour la conservation de la nature et les aires protégées dans le Pacifique insulaire 2014-2020.</i>						
BEM 1.2.1 D'ici à 2016, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'actions d'adaptation écosystémique au changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Poursuite de la mise en œuvre de l'adaptation océanique au changement climatique basée sur les écosystèmes (PEBACC) :<ul style="list-style-type: none">Atelier de lancement multi-agences organisé pour la composante des îles SalomonBureau PROE PEBACC créé et ouvert aux FidjiRéalisation d'un exercice de modélisation en trois dimensions à Taveuni, FidjiÉvénement pour le renforcement des capacités dans le cadre de l'analyse et de la cartographie de l'écosystème et de la résilience socioéconomique (ESRAM) facilité pour les consultants et les représentants gouvernementaux participants.Atelier de renforcement des capacités coorganisé (avec la GIZ) pour le CHICCHAP à Taro, Choiseul.Atelier et formation régionale coorganisés (avec la CPS) sur les compensations de la biodiversité et la hiérarchie de la mitigation.Réunions facilitées avec les dirigeants traditionnels et création d'une équipe de soutien pour la gestion de Yaubula à TaveuniRéalisation d'un sondage auprès des ménages sur l'utilisation des ressources naturelles dans 10 quartiers de Port Vila (821 ménages)Première phase de l'analyse et de la cartographie de l'écosystème et de la résilience socioéconomique (ESRAM) achevée pour Port VilaRéalisation d'études biophysiques dans 10 sites sur l'île de Tanna, VanuatuOrganisation d'ateliers pour les parties prenantes et de visites de sites à Honiara et Port VilaSoutien pour un Café des connaissances sur l'adaptation écosystémique lors du Congrès mondial sur la conservation de l'UICN à HonoluluSoutien apporté à l'évaluation des besoins post-catastrophes à la suite du cyclone Winston aux Fidji et soutien financé de la cartographie pour l'évaluation des dommages sur l'île de KoroPublication de 15 articles de presse concernant l'adaptation écosystémique.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	529 396	455 004
				Coûts de fonctionnement	762 012	551 173
				Frais d'investissement		11 013
				Sous-total	1 291 408	1 017 190
<i>Différence de 274 218 USD dans les frais de fonctionnement dus au report de dépenses sur 2017</i>						

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 1.3 – Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La Table ronde océanienne pour la conservation de la nature continue d'utiliser son rôle de coordination pour faciliter le dialogue sur les questions importantes liées à la conservation au travers de sa réunion annuelle et d'autres événements associés. La PIRT reconnaît la nécessité d'avoir une approche holistique et plus intégrée dans ses relations avec les secteurs clés du développement. Trois organisations supplémentaires ont signé l'Accord d'adhésion à la PIRT portant le nombre total de Membres signataires à onze.						
BEM 1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de meneurs et coordinateurs régionaux pour les questions clés	• Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels	• Organisation de la 19 ^e réunion annuelle de la PIRT à Nadi, Fidji, en présence de 70 participants provenant d'ÉTIO, d'ONG, d'organisations internationales et régionales et de partenaires du développement. La réunion a mis en exergue la nécessité pour les partenaires s'intéressant à la conservation et la PIRT de s'engager davantage avec les secteurs touristique, forestier, agricole et de la pêche. • Trois membres supplémentaires de la PIRT (BirdLife International, GIZ et Université du Pacifique Sud) ont officiellement signé l'Accord d'adhésion à la PIRT manifestant leur engagement envers les principes de conservation et le Cadre pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014-2020. Cela porte le nombre des Membres signataires à onze. • Présentation de la PIRT lors du Congrès mondial sur la conservation de l'UICN à Hawaï comme mécanisme de coordination efficace et réussi pour soutenir la conservation dans les îles du Pacifique. • Renforcement du groupe de gestion de la PIRT en tant que principal organe de planification et de prise de décision de la PIRT.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	96 418	78 525
				Coûts de fonctionnement	22 086	33 391
				Frais d'investissement		2 177
				Sous-total	118 504	114 093
Objectif de 2016 pour le volet BEM 1.4 – Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : D'autres progrès ont été réalisés pour renforcer les synergies entre les AME sur la biodiversité. Une réunion préparatoire conjointe s'est tenue pour la CDB de la COP13 et la CITES de la COP17 accueillie par le PROE et soutenue conjointement par les Secrétariats de la CDB et de la CITES. La campagne « Pacific Voyage » continue d'être utilisée efficacement pour promouvoir et faire part des succès remportés au cours de la COP et des réunions sur les mêmes thèmes. Des progrès considérables ont été réalisés dans l'engagement des ÉTIO lors des réunions de la COP avec un niveau de confiance accru pendant les négociations.						
BEM 1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME.	• Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques.	• Contributions pour identifier les principaux indicateurs du Pacifique dans le cadre des objectifs et cibles de l'ODD qui seront utilisés pour la Conférence des Nations Unies 2017 sur l'ODD 14 visant à protéger les écosystèmes marins. • Organisation d'une réunion préparatoire conjointe pour la CDB de la COP13 et la CITES de la COP17 au PROE à laquelle ont participé 50 États insulaires océaniques et des organisations régionales et internationales. Cette réunion conjointe a débouché sur la définition d'enjeux prioritaires pour les États insulaires océaniques à aborder lors des réunions de la COP. • Soutien pour la participation et l'engagement des États insulaires océaniques à la réunion de haut niveau de la CDB de la COP13, à la COP13, la MOP8 pour le Protocole sur la biosécurité et la MOP2 pour le Protocole de Nagoya. • Promotion et présentation des succès remportés par les Membres du PROE à la CDB de la COP13.	95 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	61 695	46 590
				Coûts de fonctionnement	23 890	39 427
				Frais d'investissement		
				Sous-total	85 585	86 017
				Note : traduit la contribution de la CITES pour les réunions préparatoires à la COP prévue dans le budget.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 1.5 – Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question						
<i>État d'avancement de l'objectif stratégique : Les contributions techniques du PROE au travers du Groupe de travail sur le secteur marin et de l'Alliance océan Pacifique ont permis à la région insulaire océanienne d'adopter une position ferme et bien préparée quant aux besoins des PÉID du Pacifique avec des résultats hautement estimés et positifs dans les négociations internationales de l'Assemblée générale de l'ONU sur les ZADJN et BJN et les objectifs, cibles et indicateurs de développement durable de l'ONU. Les prochaines séries de négociations et d'ateliers de l'AGNU sur la BJN nécessiteront des préparations juridiques et techniques plus détaillées de la part des PÉID du Pacifique, car les parties évaluent les modalités pratiques pour la mise en œuvre en haute mer.</i>						
BEM 1.5.1 Recensement du nombre de zones d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes	<ul style="list-style-type: none">Nombre de zones d'importance écologique ou biologique (ZIEB) recensées	<ul style="list-style-type: none">Le projet de la « Trame bleue pour la biodiversité » a été créé par l'Agence française pour la Biodiversité (AFB ex AAMP) afin d'améliorer les capacités de gestion des AMP dans les quatre membres des PTOM du Pacifique.Le projet de biorégionalisation marine du Pacifique a débuté, avec le CSIRO, à décrire les biorégions qui permettront d'avoir une gestion et une planification spatiale marine mieux définies à l'échelle nationale et régionale.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	21 877	19 083
				Coûts de fonctionnement	2 200	6 567
				Frais d'investissement		
BEM 1.5.2 Soutien des délégations gouvernementales des îles du Pacifique à l'AGNU sur des questions relatives aux zones au-delà de la juridiction nationale (ZADJN) et la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BJN)	<ul style="list-style-type: none">Sensibilisation sur les questions relatives aux ZADJN et aux BJN pour les délégations des îles du Pacifique à l'AGNU	<ul style="list-style-type: none">Organisation d'ateliers avec des partenaires techniques pour les PÉID du Pacifique qui ont conduit à des contributions hautement estimées et positives de la part des P-PÉID lors des négociations de l'ONU pour un accord international sur la protection de la biodiversité au-delà de la juridiction nationale (BJN).Conseils techniques fournis par le Groupe de travail sur le secteur marin (MSWG), l'Alliance de l'océan Pacifique et un soutien direct aux Membres du PROE pour les négociations du Comité préparatoire des Nations Unies sur les ZADJN et BJN et les objectifs, cibles et indicateurs de développement durable de l'ONU.	100 %	Sous-total	24 077	25 650
BEM 1.5.3 Diffusion des informations pertinentes dans les agences de la BJN et du CORP	<ul style="list-style-type: none">Les gouvernements des îles du Pacifique, les agences du CORP et les CSO régionales sont mieux informés sur les ZADJN/BJN.	<ul style="list-style-type: none">Réunions d'information et documents d'orientation fournis aux missions des P-PÉID et autres Membres du PROE sur des outils et des mesures axées sur une zone donnée et renforcement des capacités et transfert de la technologie pour conserver les BJN.	100 %			

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Composante : BEM 2 – ESPÈCES MENACÉES ET MIGRATRICES

Stratégie : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 2.1 – Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et à une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Des progrès notables ont été réalisés dans l'application de la CITES comme moyen de protection de la faune marine menacée dans les îles du Pacifique, lesquelles figurent dans la liste de la CITES de la COP 17 répertoriant 9 espèces de raies mobula (grâce à une initiative des Fidji avec un fort soutien du PROE et d'autres Membres), quatre espèces de requins et la famille des Nautilidae. Les Tonga ont été le dernier pays à rejoindre la CITES et le PROE a facilité les ateliers de formation pour les agences gouvernementales aux Fidji et aux Kiribati pour encourager le respect des restrictions sur la commercialisation des espèces répertoriées. Ces initiatives ont été renforcées par la création d'un sanctuaire de requins aux Kiribati.						
BEM 2.1.1 D'ici à 2012, révision et actualisation du Plan d'action régional sur les espèces marines	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres exécutant leur PANSB ou l'équivalent	<ul style="list-style-type: none">Le programme NZODA sur la surveillance communautaire des sites de nidification des tortues aux Kiribati, dans les îles Salomon et aux Fidji a abordé différents éléments du Plan d'action pour les tortues.Soutien fourni au projet CMS/FEM pour la protection des dugongs et de leurs herbiers marins dans les îles Salomon et au Vanuatu.Assistance et soutien fournis aux délégués du Pacifique pour leur participation à la 2^e réunion des signataires du Mémorandum d'entente sur les requins migrants.Accueil d'une manifestation des îles du Pacifique en marge de la 2^e réunion des signataires du mémorandum d'entente de la CMS sur les requins pour promouvoir la conservation des requins dans le Pacifique et pour promouvoir la proposition sur les raies mobula à l'initiative des Fidji lors de la CITES de la COP17.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	30 792	90 455
				Coûts de fonctionnement	4 889	46 640
				Frais d'investissement		
				Sous-total	35 681	137 095
				Note : 90 455 2.2.1 – 2.2.3 des fonds Pew. Pew a donné des fonds, mais ils ont été incorrectement alloués à la section 1.1.2.		
BEM 2.1.2 D'ici à 2016, au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques ont signé la Convention sur les espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente pertinents.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux pays insulaires océaniques ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente	<ul style="list-style-type: none">Référencement des raies mobula dans le Mémorandum d'entente de la CMS sur les requins qui a conduit à des opportunités et des actions supplémentaires avec le Mémorandum d'entente des Fidji et a impulsé la dynamique pour permettre le référencement des raies mobula dans l'Annexe II de la CITES plus tard dans l'année.	80 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	25 844	14 936
				Coûts de fonctionnement	2 689	9 228
				Frais d'investissement		
				Sous-total	28 533	24 164
Objectif de 2016 pour le volet BEM 2.2 – Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le PROE a établi un partenariat avec le WWF et le Gouvernement australien pour le développement d'un plan de rétablissement des tortues imbriquées ; avec le soutien et l'assistance technique du PROE, les Kiribati ont déclaré leur ZEE sanctuaire pour les requins.						
BEM 2.2.1 D'ici 2016, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces.	<ul style="list-style-type: none">Avec la participation et le soutien du PROE, l'atelier « les tortues imbriquées en crise » a développé un programme régional pour améliorer la protection des tortues imbriquées dans les îles du Pacifique et en Australie.Lancement du programme de l'année de la baleine, avec un plan d'action pour 2017 et avec un message clé indiquant que pour protéger les baleines, nous devons protéger les océans et en protégeant les océans, nous améliorerons les perspectives pour les futures générations des îles du Pacifique.Dans le cadre des activités de l'année de la baleine, financement reçu des Fonds Pacifique pour soutenir la participation d'artistes des Tonga, de Nouvelle-Zélande et Nioué à des ateliers afin de préparer l'exposition Des baleines et des hommes qui a ouvert pour 6 mois au Centre culturel de Tjibao à Nouméa en mars 2017.	85 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	29 971	16 677
				Coûts de fonctionnement	38 289	82 575
				Frais d'investissement		
				Sous-total	68 260	99 252
				Financement supplémentaire obtenu des fonds caritatifs Pew		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none">• Demande d'un examen approfondi de l'écotourisme et de son potentiel dans la région insulaire océanienne.• Les données de récupération figurant dans les bagues des tortues ont été utilisées pour la planification spatiale marine aux Tonga, dans les îles Salomon, au Vanuatu, aux Fidji et aux Kiribati.• Accueil d'un atelier sur les requins du Pacifique pour les États parties du Pacifique à la CITES axé sur les mesures de conservation et de gestion à mettre en lumière dans le Plan d'action révisé sur les espèces marines				
BEM 2.2.2 D'ici 2016, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de rétablissement des espèces	<ul style="list-style-type: none">• Nombre de plans de rétablissement des espèces mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Un partenariat clé a débuté avec le WWF pour la mise en œuvre du plan de rétablissement adopté dans l'atelier « Tortues imbriquées en crise ».• Le programme d'éradication des parasites du mont Talau a fourni un soutien important pour le rétablissement du siffleur des Tonga endémique.	85 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	20 102	9 239
				Coûts de fonctionnement	3 849	18 184
				Frais d'investissement		
				Sous-total	23 951	27 423
				Financement supplémentaire obtenu des fonds caritatifs Pew		
BEM 2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none">• Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none">• Les Kiribati ont déclaré le sanctuaire des requins par le biais de leur ZEE (3,6 millions de km²) et ont promulgué des réglementations pour la protection les requins.	50 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	21 320	9 614
				Coûts de fonctionnement	4 969	
				Frais d'investissement		
				Sous-total	26 289	9 614
Objectif de 2016 pour le volet BEM 2.3 – Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDs) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le travail de développement a été effectué pour identifier comment les TREDs avaient besoin d'être améliorés à la lumière des récents développements techniques, pour qu'ils deviennent un outil de conservation plus conviviale et plus largement applicable. Bien que des financements aient été recherchés pour mettre en œuvre ces changements, aucun financement n'a été obtenu.						
BEM 2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDs	<ul style="list-style-type: none">• Nombre de Membres utilisant la base de données TREDs	<ul style="list-style-type: none">• Stratégie développée pour mettre à jour les TREDs et les rendre plus conviviaux grâce à un système basé sur Internet	80 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	43 025	29 896
				Coûts de fonctionnement	27 240	-4 613
				Frais d'investissement		
				Sous-total	70 265	25 283

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 2.4 – Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les préparations pour le référencement des requins soyeux, des requins-renards et des raies mobula ont conduit à l'établissement d'une évaluation fiable à l'échelle du déclin de ces espèces dans la région. Le référencement réussi de ces espèces devrait enrayer ce déclin et permettre leur rétablissement à moyen terme.						
BEM 2.4.1 D'ici 2016, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces.	<ul style="list-style-type: none">État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces	<ul style="list-style-type: none">Les documents préparés pour la CITES de la COP 17 ont évalué le déclin chez les requins soyeux, 3 espèces de requins-renards et 9 espèces de raies mobulaLe référencement réussi de ces espèces dans l'Annexe II de la CITES devrait enrayer le rythme du déclin dans un futur proche et aider à promouvoir un rétablissement de la population pour toutes ces espèces.	75 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	31 189	17 330
				Coûts de fonctionnement	5 414	16 611
				Frais d'investissement		
				Sous-total	36 603	33 941
Objectif de 2016 pour le volet BEM 2.5 – Les pays insulaires océaniques (PIP) ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de la vie sauvage, reçoivent une formation appropriée et élaborent des modèles de lois						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les Tonga sont le dernier pays à rejoindre la CITES et à participer à la COP 17. Des ateliers de formation ont été organisés aux Kiribati et aux Fidji. Le PROE a co-parrainé et soutenu un atelier d'experts techniques sur les Avis de commerce non préjudiciable. Le soutien du PROE aux États parties du Pacifique à la CITES de la COP 17 a fourni une plate-forme pour le développement d'une assistance technique supplémentaire de la part des partenaires institutionnels et des pays qui apporteront davantage de soutien aux processus de la CITES en 2017.						
BEM 2.5.1 D'ici à 2016, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres supplémentaires ayant ratifié la Convention CITES	<ul style="list-style-type: none">Les Tonga ont rejoint la CITES et ont participé à la COP 17 sans droit de vote parmi le groupe des pays de l'OcéanieAccueil du secrétaire général de la CITES lors d'une visite pour promouvoir l'adhésion à la CITES parmi les Membres du PROESoutien technique fourni aux Fidji et financement de leur participation pour promouvoir la proposition sur les raies mobula auprès du Groupe des experts techniques de la FAO à Rome.	75 % Note : Soutien des fonds caritatifs Pew		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	39 383	16 328
				Coûts de fonctionnement	20 399	83 820
				Frais d'investissement		
				Sous-total	59 782	100 148
BEM 2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'agents formés à la mise en œuvre l'article 4 de la CITES	<ul style="list-style-type: none">Formation sur l'identification des ailerons de requins dispensée aux responsables des douanes aux FidjiFormation sur l'application et la conformité pour les agences gouvernementales aux KiribatiAtelier régional sur le développement du modèle d'avis de commerce non préjudiciable pour les requins (en association avec le Secrétariat de la CITES et l'Université James Cook (JCU).	75 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	20 102	8 611
				Coûts de fonctionnement	33 820	
				Frais d'investissement		
				Sous-total	53 922	8 611
				Financement supplémentaire obtenu des fonds caritatifs Pew		
BEM 2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ul style="list-style-type: none">Des discussions préliminaires afin d'élaborer des modèles de plan de gestion pour les coraux et autres espèces marines ont eu lieu à la CITES de la COP 17 avec le Secrétariat de la CITES, le Centre mondial de surveillance de la conservation et les gouvernements de Nouvelle-Zélande, d'Australie, d'Allemagne et des États-Unis.Proposition préliminaire au service américain de la pêche et de la faune sauvage pour financer le développement d'un modèle régional pour les plans de gestion de la CITES approuvés pour arriver au stade de la proposition (attendu en juin 2017).	60 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	26 665	13 387
				Coûts de fonctionnement	10 970	4 038
				Frais d'investissement		
				Sous-total	37 455	17 425

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2016

Volet : BEM 3 – ESPÈCES ENVAHISSANTES

Stratégie : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD																
Objectif de 2016 pour le volet BEM 3.1 – Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la gestion, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte																				
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La menace des espèces envahissantes a été réduite grâce à l'identification des lacunes là où les objectifs n'ont pas été atteints par rapport aux « lignes directrices pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique » (« Lignes directrices »). Elles ont été identifiées en complétant le Rapport sur l'état de conservation en Océanie (ECO), et les lacunes dans les capacités ont été suivies en complétant la Stratégie de développement des capacités pour lutter contre les espèces envahissantes du Pacifique (PISCDS). Les projets « Zone sensible de Polynésie et de Micronésie » du Fonds de partenariat pour les écosystèmes critiques et « Prévention, contrôle et gestion des espèces envahissantes non indigènes dans les îles du Pacifique » du FEMPAS ont été des projets de grande envergure qui ont œuvré vers ces objectifs depuis 2010. Un autre projet de 6,7 millions USD a été approuvé pour la reconstitution des ressources du FEM 6 notamment un sous-volet pour un service de soutien régional. La cible 3.1.2 a été dépassée avec la révision d'un NISSAP et le développement de huit NISSAP initiaux. La cible 3.1.3 a été dépassée avec huit ÉTIO adoptant l'évaluation des risques via des études documentaires pour orienter la gestion des espèces envahissantes. Cet objectif nécessitera toujours une attention particulière. Une base de données de reporting des lignes directrices a été créée et testée pour mesurer les progrès par rapport aux orientations en matière de gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les lacunes ont été notifiées aux Membres lors de plusieurs forums régionaux.																				
BEM 3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	<ul style="list-style-type: none">État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations	<ul style="list-style-type: none">La base de données de reporting des lignes directrices a été alimentée et contient actuellement 1 092 dossiers. Les lacunes en matière de données et d'informations ont été communiquées aux Membres lors de la 4^e réunion du réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes, de l'atelier de la CDB sur l'objectif d'Aichi neuf, du Congrès mondial sur la conservation et du Forum sur l'environnement océanien.	100 %	<table><tr><td></td><td>Budget</td><td>Dépenses réelles</td></tr><tr><td>Coûts du personnel</td><td>25 279</td><td>21 300</td></tr><tr><td>Coûts de fonctionnement</td><td>111 499</td><td>66 790</td></tr><tr><td>Frais d'investissement</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>136 778</td><td>88 090</td></tr></table>		Budget	Dépenses réelles	Coûts du personnel	25 279	21 300	Coûts de fonctionnement	111 499	66 790	Frais d'investissement			Sous-total	136 778	88 090	<p>À lire avec la section 3.6.1 comme frais de conseil en communication enregistrés pour cette activité dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique.</p>
	Budget	Dépenses réelles																		
Coûts du personnel	25 279	21 300																		
Coûts de fonctionnement	111 499	66 790																		
Frais d'investissement																				
Sous-total	136 778	88 090																		
BEM 3.1.2 D'ici à 2016, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres supplémentaires s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none">Publication de <i>Développer une stratégie nationale ou territoriale pour les espèces envahissantes et le Plan d'action (Develop a National or Territorial Invasive Species Strategy and Action Plan)</i> afin de synthétiser les enseignements tirés des huit nouveaux NISSAP et TISSAP réalisés au cours des quatre dernières années. Il a été diffusé dans plusieurs forums régionaux et est disponible dans la base de données des espèces envahissantes via le site Internet du PROE.Publication du Plan d'action et de la stratégie territoriale de Wallis et Futuna pour les espèces envahissantes (TISSAP).	100 %	<table><tr><td></td><td>Budget</td><td>Dépenses réelles</td></tr><tr><td>Coûts du personnel</td><td>8 923</td><td>7 264</td></tr><tr><td>Coûts de fonctionnement</td><td></td><td>27 965</td></tr><tr><td>Frais d'investissement</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>8 923</td><td>35 229</td></tr></table>		Budget	Dépenses réelles	Coûts du personnel	8 923	7 264	Coûts de fonctionnement		27 965	Frais d'investissement			Sous-total	8 923	35 229	<p>Publication du TISSAP de Wallis et Futuna, frais reportés de 2015.</p>
	Budget	Dépenses réelles																		
Coûts du personnel	8 923	7 264																		
Coûts de fonctionnement		27 965																		
Frais d'investissement																				
Sous-total	8 923	35 229																		
BEM 3.1.3 D'ici à 2016, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques (ÉTIO)	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none">Publication de <i>Trouver les réponses en ligne aux questions les plus fréquentes sur les espèces envahissantes</i> pour qu'il y ait plus d'informations disponibles à partir des sources existantes en ligne afin d'aider à l'évaluation des risques des mauvaises herbes et à traiter d'autres questions sur les espèces envahissantes. Elle a été diffusée dans plusieurs forums régionaux et est disponible dans la base de données des espèces envahissantes via le site Internet du PROE.	100 %	<table><tr><td></td><td>Budget</td><td>Dépense s réelles</td></tr><tr><td>Coûts du personnel</td><td>13 106</td><td>9 013</td></tr><tr><td>Coûts de fonctionnement</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Investissements</td><td></td><td></td></tr><tr><td>Sous-total</td><td>13 106</td><td>9 013</td></tr></table>		Budget	Dépense s réelles	Coûts du personnel	13 106	9 013	Coûts de fonctionnement			Investissements			Sous-total	13 106	9 013	
	Budget	Dépense s réelles																		
Coûts du personnel	13 106	9 013																		
Coûts de fonctionnement																				
Investissements																				
Sous-total	13 106	9 013																		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 3.2 – Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Le partenariat océanien sur les espèces envahissantes et le réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes aident les Membres à renforcer leurs capacités, la sensibilisation et la mobilisation des ressources. Les deux réseaux continuent d'attirer de nouveaux adhérents, et accueillent des initiatives et des besoins sous-nationaux et sous-régionaux. Le PIP a attiré l'attention des dirigeants du Pacifique sur l'importance de l'engagement pour contrôler les espèces envahissantes, comme le reflètent les communiqués des dirigeants en 2012-2014. Les équipes du PILN se sont renforcées grâce à des formations ciblées, des échanges de connaissances et le perfectionnement des compétences. Les membres des réseaux défendent et préconisent, développent et mettent en œuvre des initiatives importantes à l'échelle mondiale comme un Plan de biosécurité pour la Micronésie et Hawaï et l'inclusion des espèces envahissantes aux Modalités d'action accélérées (Samoa, la voie à suivre) de la part des petits États insulaires en développement. Actuellement, les équipes multisectorielles et multi-agences sur les espèces envahissantes couvrent la Micronésie, la Mélanésie et la Polynésie. 22 équipes de 19 pays (y compris les États-Unis et Hawaï) et territoires ont été créées. Les deux réseaux ont grandement contribué à accélérer les actions pour la gestion des espèces envahissantes du Pacifique et à construire un cadre pour les personnes travaillant ou luttant contre de telles espèces.						
BEM 3.2.1 D'ici à 2016, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	• Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN	• 17 pays et territoires ont participé à la 4 ^e réunion du PILN qui s'est tenue au Samoa. Augmentation des capacités pour : l'identification des fourmis envahissantes et utilisation du kit d'outils, détermination des ressources pour l'éradication dans les îles, l'utilisation du contrôle biologique pour la gestion des mauvaises herbes, en ayant recours à des campagnes pour changer les comportements, utilisation des bases de données régionales, utilisation des meilleures pratiques du Pacifique. La réunion a été financée par l'Alliance FEM-Pacifique, le Fonds Pacifique, le projet PEBACC et le Fonds de base. • Le Comité des espèces envahissantes de Mélanésie a été créé en 2016 pour collaborer et discuter des questions liées aux espèces envahissantes subrégionales.	86 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	25 705	13 932
				Coûts de fonctionnement	65 752	77 735
				Frais d'investissement		517
				Sous-total	91 457	92 184
Objectif de 2016 pour le volet BEM 3.3 – Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes ciblées de marketing social						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : La plupart des Membres incluent la sensibilisation du public dans leurs programmes environnementaux et certains pays ont des stratégies et introduisent la question des espèces envahissantes dans les programmes scolaires ; une campagne ciblée de marketing social a été préparée en 2015 et mise en œuvre en 2016. Cet objectif avance dans la plupart des pays. Un guide pour créer des campagnes efficaces a été publié en 2016 dans le cadre du « Recueil de livres sur la lutte contre les espèces envahissantes ».						
BEM 3.3.1 D'ici 2016, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.	• Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique	• Un défi sur les espèces envahissantes pour les écoles a été mis en place dans la région en 2016 afin de sensibiliser la communauté à ce problème et de voir ce qu'elle peut faire pour réduire leur propagation. • Publication de Campagne pour lutter contre les espèces envahissantes dans le Pacifique pour synthétiser les enseignements tirés du projet régional de l'Alliance FEM-Pacifique. Elle a été diffusée dans plusieurs forums régionaux et est disponible dans la base de données des espèces envahissantes via le site Internet du PROE.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	28 801	13 940
				Coûts de fonctionnement	11 330	2 546
				Frais d'investissement		509
				Sous-total	40 131	16 995
Note : Les activités finales de la campagne ont été reportées à 2017.						

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 3.4 – Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes						
La quantification du coût économique réel reste un défi important en raison de nombreux facteurs sociaux et environnementaux. <i>Les impacts économiques relatifs à la perte commerciale, à la maintenance des infrastructures, à certains problèmes de santé et à la perte d'avantages agricoles sont plus facilement mesurés que les coûts directs ou la perte d'avantages issus des richesses environnementales et sociales telles que les services écosystémiques ; ce qui signifie que ces coûts sont largement sous-évalués. Les capacités des Membres à mener à bien une évaluation économique des espèces envahissantes progressent. Un modèle d'évaluation a été créé et des études de cas sur cinq espèces envahissantes présentant une menace importante dans les Fidji sont terminées. Un guide sur l'économie des espèces envahissantes a été publié en 2016 dans le cadre du « Recueil de livres sur la lutte contre les espèces envahissantes ». La sensibilisation sur les espèces envahissantes au niveau politique s'est accrue au cours des quatre dernières années avec de possibles engagements ; certains pays ont pris des initiatives pour inclure les espèces envahissantes importantes dans la reconstitution des ressources du FEM 6 et dans le programme FED-11 des PTOM</i>						
BEM 3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	<ul style="list-style-type: none">Achèvement d'une étude de cas pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none">Publication de <i>Utiliser l'analyse économique pour lutter contre les espèces envahissantes</i> afin d'encourager l'utilisation de l'analyse économique. Elle a été diffusée dans plusieurs forums régionaux et est disponible dans la base de données des espèces envahissantes via le site Internet du PROE.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	17 574	16 627
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total	17 574	16 627
				Frais de publication attribués à la section 3.6.1.		
BEM 3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés.	<ul style="list-style-type: none">Campagne de marketing social sur espèces envahissantes réalisée.	<ul style="list-style-type: none">Publication de <i>Campagne pour lutter contre les espèces envahissantes dans le Pacifique</i> afin de synthétiser les enseignements tirés de la campagne régionale « Arrêter la petite fourmi de feu ! ». Elle a été diffusée dans plusieurs forums régionaux et est disponible dans la base de données sur les espèces envahissantes via le site Internet du PROE.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	8 923	5 805
				Coûts de fonctionnement		3 818
				Frais d'investissement		
				Sous-total	8 923	9 623
				Augmentation des frais de fonctionnement pour les supports de vulgarisation de la campagne (fonds de Alliance FEM-Pacifique) Frais de publication attribués à la section 3.6.1		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 3.5 – Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les informations sur la répartition des espèces envahissantes sont désormais disponibles via les études documentaires sur les informations disponibles et les nouvelles études de base de référencement. La compilation des données sur les espèces enregistrées, leurs routes, leurs impacts et d'autres facteurs a permis aux Membres de définir objectivement des priorités pour des actions de gestion au sein de leurs Plans d'action et de leurs stratégies nationales sur les espèces envahissantes. La région compte environ 30 000 îles, il y a donc encore de nombreuses zones qui requièrent des inventaires de référencement. Afin de garantir la préservation des données de cette base de référencement, elles sont archivées dans un recueil sécurisé tenu par le Groupe de spécialistes sur les espèces envahissantes. Les systèmes de partage des informations nationales et régionales sur les succès sont en place et les Membres sont encouragés à contribuer à cette base de manière annuelle.						
BEM 3.5.1 D'ici 2016, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.	<ul style="list-style-type: none">Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes.	<ul style="list-style-type: none">Publication de <i>Trouver les réponses en ligne aux questions les plus fréquentes sur les espèces envahissantes</i> pour augmenter l'accès et la compréhension des données disponibles en ligne sur la présence des espèces envahissantes dans le Pacifique. Elle a été diffusée dans plusieurs forums régionaux et est disponible dans la base de données des espèces envahissantes via le site Internet du PROE.Projet approuvé et soumis au Système mondial d'informations sur la Biodiversité (GBIF) pour réunir des données sur les espèces envahissantes dans des plates-formes mondiales et régionales destinées à être utilisées dans la politique et la prise de décision des 19 partenaires basés sur les îles du Pacifique. La mise en œuvre commence en 2017.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	29 461	17 365
				Coûts de fonctionnement		3 663
				Frais d'investissement		
				Sous-total	29 461	21 028
				Augmentation des frais de fonctionnement due à la diffusion de publications et d'informations lors de forums régionaux. Frais de publication attribués à la section 3.6.1		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
BEM 3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM -5.	<ul style="list-style-type: none">Inclusion d'activité d'une valeur de plusieurs millions de dollars des États-Unis dans le programme du FEM -5.	<ul style="list-style-type: none">Remplacé pour le développement d'une proposition régionale pour FEM 6.La proposition du projet FEM6 « <i>Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique</i> » pour Nioué, la République des îles Marshall, les Tonga et les Tuvalu a été approuvée par le Conseil du FEM (ressources totales du FEM 6 846 475 USD).Facilitation d'un projet des PTOM sur les espèces envahissantes dans le cadre du programme FED11 pour les territoires français et les îles Pitcairn et Henderson en 2016. Il est prévu que cela sera mis en œuvre avec le projet FEM 6.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	18 506	12 488
				Coûts de fonctionnement	11 000	
				Frais d'investissement		
				Sous-total	29 506	12 488
				Des frais de fonctionnement ne sont pas nécessaires, car les activités ont été mises en œuvre parallèlement aux activités de la section 3.6.1.		
Objectif de 2016 pour le volet BEM 3.6 – Importance accrue accordée dans la région à l'éradication et au contrôle biologique des espèces envahissantes						
<p>Des méthodes d'éradication sont employées par les Membres pour gérer les plantes envahissantes à faible incidence, ce qui peut prendre de nombreuses années, selon la viabilité des graines de l'espèce, les méthodes et le matériel disponible pour le contrôle. <i>La relative petite taille de nombreux sites privilégiés en raison de leur biodiversité et la présence de beaucoup d'espèces envahissantes déterminent si un contrôle permanent est nécessaire à la gestion dans les zones où l'éradication n'est pas faisable et où une approche orientée sur le site est alors recommandée.</i></p> <p><i>Avant 2011, 114 éradications de 9 espèces animales ont eu lieu dans 12 ÉTIO, la plupart dans les années 90 et les années 2000. Entre 2011 et 2016, 43 éradications de 6 espèces animales ont eu lieu dans 6 ÉTIO. Les récentes éradications se sont concentrées sur les chats et 3 espèces de rats et de chèvres. Compte tenu du fait que la majorité des précédentes éradications ont été mises en œuvre sur 20 ans, le taux d'éradication a augmenté d'environ 43 pour cent au cours des 5 dernières années. Les éradications animales sont généralement complexes et nécessitent d'importants financements et ressources techniques.</i></p> <p><i>Récemment, l'accent a été mis sur l'augmentation du nombre d'éradications que les Membres peuvent effectuer seuls avec des fonds limités en se concentrant sur les petites îles. Cela viendra en complément des projets à plus large échelle. L'éradication des animaux envahissants, notamment des chats et des rats, est essentielle pour restaurer la fonction de l'écosystème terrestre et marin et doit plus largement être utilisée comme outil d'adaptation écosystémique au changement climatique et pour la préparation aux catastrophes naturelles.</i></p> <p><i>Depuis 2011, soixante-deux agents de contrôle biologique ont été délibérément introduits dans les ÉTIO pour contrôler 21 espèces de mauvaises herbes dans 17 pays. Deux autres agents ont été naturellement répandus dans la région. Trente-six de ces agents sont à présent établis pour 19 espèces de mauvaises herbes. Les projets de contrôle biologique ont grandement bénéficié des conseils des experts australiens, néozélandais et américains. Au cours des 5 dernières années, davantage de mauvaises herbes préoccupantes pour l'environnement ont été traitées telles que le tulipier du Gabon et la Mikania micrantha. Des recherches sont en cours pour déterminer l'origine de la Merremia peltata, qui est un problème pour la plupart des pays du Pacifique. Une nouvelle propagation des agents de contrôles dans d'autres pays du Pacifique représente un fort potentiel avec plus de 200 possibilités d'introduire des agents existants dans des pays qui ne les ont pas encore. D'autres travaux sur de nouvelles espèces menaçant la résilience de l'écosystème au niveau du paysage et augmentant les dommages et les coûts pendant et après les catastrophes naturelles doivent être évalués. Les agents de contrôle biologique introduits suivent les protocoles internationaux pour les essais de spécificité de l'hôte.</i></p>						
BEM 3.6.1 D'ici 2016, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique et d'initiatives complémentaires	<ul style="list-style-type: none">Nombre de projets de démonstration de contrôle biologique et d'éradication mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none">Le projet de l'Alliance FEM-Pacifique s'est achevé avec succès et a reçu une évaluation finale indépendante très favorable. Cela a mis un terme à plus de 100 activités dans neuf pays au cours des 5 dernières années.Les rongeurs ont été éradiqués des îles de Fagasito et Luahiapo dans le groupe Vava'u, Tonga.Le premier agent de contrôle biologique pour le tulipier du Gabon a été libéré sur les îles Cook selon les protocoles internationaux en matière d'essai de spécificité de l'hôte pour les espèces non ciblées désirables et est prêt à être importé au Vanuatu. Un deuxième agent est actuellement soumis à des essais de spécificité de l'hôte pour être introduit dans le Pacifique à partir de l'Afrique.Une rouille a été apportée à Palau, après les essais de spécificité d'hôte pour la Mikania micrantha mais son implantation a échoué.Le travail de restauration se poursuit aux Tonga (2 sites) et au Samoa (2 sites).	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	41 054	31 136
				Coûts de fonctionnement	243 900	524 931
				Frais d'investissement		2 718
				Sous-total	284 954	558 785
				Les frais de fonctionnement réels sont plus élevés que ceux prévus au budget, car certaines activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique n'ont pas été achevées en 2015 et ont été mises en œuvre et financées en 2016.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Biodiversité et gestion écosystémique | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
		<ul style="list-style-type: none"> Assistance d'autres projets de contrôle avec la fourniture d'équipements et de matériel tels que le projet sur l'acanthaster planci et la vigne <i>Merremia</i> au Vanuatu, le programme de contrôle prioritaire des mauvaises herbes à Nioué et aux îles Marshall et le programme de biosécurité inter-île aux Kiribati. La publication « <i>Lutter contre les espèces envahissantes dans le Pacifique</i> » : Les résultats du projet régional de l'Alliance FEM-Pacifique IAS ont rassemblé les études de cas des activités sur les espèces envahissantes dans le Pacifique. Des informations sur certains sujets ont également été publiées, notamment <i>Gérer les Mainates dans le Pacifique</i>, <i>Éliminer les rongeurs des petites îles tropicales avec succès</i>, <i>Utiliser les appâts à base d'anticoagulant pour les rongeurs en toute sécurité</i> et <i>Le dépister tôt : Détection précoce des espèces envahissantes et Réponse rapide</i>. Elles ont été publiées dans le cadre de la série de numéros sur la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique où la connaissance et l'expérience sont partagées pour améliorer la gestion des espèces envahissantes dans toute la région. Elles ont été diffusées dans plusieurs forums régionaux et sont disponibles dans la base de données des espèces envahissantes via le site Internet du PROE. 		<i>Les activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique ont contribué aux cibles 3.1.1 et à l'achat en grande quantité pour la publication du projet et le recueil de numéros sur la lutte contre les espèces envahissantes dans les cibles 3.1.3, 3.4.1, 3.4.2 et 3.5.1</i>
TOTAL PROGRAMME 2				Budget
			Coûts du personnel	1 442 699
			Coûts de fonctionnement	1 716 188
			Frais d'investissement	5 678
			TOTAL	3 164 656
				Dépenses réelles
				1 208 488
				2 258 662
				18 231
				3 485 381

Les dépenses supplémentaires pour les frais de fonctionnement sont essentiellement dues au retard dans les activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes et IIB, outre les nouveaux fonds obtenus de la PNG pour évaluer l'efficacité de la gestion des aires protégées (fonds CEPA et PNUD).

- Les retards dans le recrutement final du personnel PEBACC signifient qu'il y aura moins de frais de personnel en 1.2.1.
- Les frais de gestion PEBACC ont été accidentellement comptés deux fois dans le budget 2016.
- Les frais de personnel sont moins importants que ce qui était prévu au budget en raison des variations dans le personnel médical, les congés annuels, etc.

3. DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

But du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront dotés de politiques, de stratégies et de plans en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, afin de minimiser la pollution terrestre, atmosphérique et marine et de réduire le volume des déchets dangereux, solides et provenant d'autres sources d'origine terrestre

La gestion de la pollution et des déchets a continué d'être une priorité pour le PROE en 2016, car ces questions contribuent fortement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable.

En 2016, le PROE a continué à aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques et les déchets dangereux de manière plus efficace, en leur fournissant des conseils techniques et des programmes d'assistance ainsi qu'un soutien institutionnel.

L'année 2016 a notamment été marquée par le lancement réussi de la première Table ronde pour un Pacifique propre à Suva, Fidji avec l'UE (PacWaste) et la JICA (JPRISM) à laquelle ont assisté plus de 100 participants de 17 pays membres et territoires. L'objectif de la table ronde est de contrôler la mise en œuvre de la Stratégie régionale décennale océanienne de gestion des déchets et de la pollution 2016-2025 (« Pacifique plus propre 2025 »).

En chiffres 4,26 millions USD ou une augmentation de 86 % du budget. Le total de ces dépenses se monte à 2,5 millions USD pour l'installation de 7 incinérateurs de déchets médicaux (26 incinérateurs livrés) et des travaux sur l'amiante. Total de 800 000 USD sur tous les frais de personnel de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution (WPPC). Total de 200 000 USD pour le transport maritime lié aux travaux financés par l'OMI. Total de 300 000 USD pour la livraison d'équipements de lutte contre les marées noires aux Fidji avec un financement de la Nouvelle-Zélande. Les 700 000 USD non dépensés soit 14 % proviennent des économies de 200 000 00 USD réalisées sur les coûts de personnel et de 500 000 USD sur les frais de fonctionnement dont la plupart sont dus à des dépenses budgétées en 2015, mais encourues en 2016 pour la livraison d'équipements de lutte contre les marées noires aux Fidji avec un financement de la Nouvelle-Zélande.

Un autre évènement majeur a été la première phase d'approbation (QSG1) du programme régional pour les déchets FED 11 de 17 millions d'euros qui fait suite au projet PacWaste FED10 (7,85 millions d'euros).

Parmi les autres faits marquants de l'année, nous citerons :

Gestion des déchets solides

- Assistance technique fournie pour le développement d'une Politique intégrée des déchets aux Tuvalu et du Plan d'action avec les activités recommandées pour le Programme bilatéral sur la gestion des déchets avec l'UE dans le cadre du mécanisme de financement

du FED11. Assistance également pour l'examen technique des stratégies nationales de gestion des déchets au Vanuatu et aux Tuvalu et facilitation de l'assistance technique à un non-membre du PROE (île Pitcairn) pour le développement de leur Plan de gestion des déchets.

- Lancement du système de sacs prépayés dans la République des îles Marshall et achèvement de l'élaboration de la législation sur les consignés (ayant désormais valeur de loi) en collaboration avec le gouvernement et le secteur privé.
- Lancement d'un programme de gestion des déchets générés par des catastrophes aux Fidji, aux Tuvalu et au Vanuatu dans le cadre du projet PacWaste de l'UE en partenariat avec la JICA (JPRISM), le PNUD (Fidji) et le MSB (Suède) et approbation du document du PROE à relier au FRDP.
- Opportunité offerte pour une coopération sud-sud avec le voyage d'études de Wallis et Futuna à Labasa, Fidji.

Gestion des déchets dangereux

- Investissement de plus de 2,5 millions USD dans les services techniques, la formation et les équipements pour la gestion régionale des déchets médicaux, de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets des atolls.
- Lancement réussi de la collecte des batteries d'accumulateurs au plomb usées (BPAu) et du système international d'export dans la République des îles Marshall et dans les îles Salomon en partenariat avec le secteur privé.
- Lancement de la campagne de sensibilisation sur le nouvel amiante après les découvertes dans le cadre du projet PacWaste avec l'OMS et élaboration d'un document du PROE.

Gestion de la pollution

- Achèvement de l'atelier régional sur la Convention/Protocole de Londres à Suva Fidji auquel ont participé 14 États insulaires océaniques avec le soutien financier du Secrétariat de la Convention de l'OMI.
- Achèvement des stratégies nationales sur les espèces marines envahissantes pour les eaux de ballast en partenariat avec l'OMI pour les îles Cook, les Fidji, les îles Marshall, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga.
- Élaboration des lignes directrices pour la gestion régionale de la qualité de l'eau avec le soutien financier de l'USAID.
- Achèvement de la livraison, mise en service et formation sur les équipements de lutte contre les marées noires aux Fidji avec le soutien financier du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande et du ministère Maritime New.

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016

Composante : WMPC 1 – MODIFICATION DES COMPORTEMENTS

Stratégie 1.1 : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet WMPC 1.1 – Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques aux avantages et au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de débris et améliorer la santé de l'environnement						
Un Investissement conséquent de plus de 4,5 millions USD dans les services techniques, la formation et les équipements pour la gestion régionale des déchets médicaux, de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets des atolls. Réduction significative des polluants organiques persistants produits involontairement (POPNI) grâce à des activités éducatives et de sensibilisation. Réalisation d'un évènement historique, la Table ronde initiale pour un Pacifique propre, un mécanisme pour contrôler et mettre en œuvre la stratégie « Pacifique plus propre 2025 ». Progrès significatif dans les activités traitant des déchets marins et des micro-plastiques. Classification du Passage de Jomard comme aire marine particulièrement sensible (PSSA), une première pour les îles du Pacifique.						
WMPC 1.1.1 D'ici 2016, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.	<ul style="list-style-type: none">Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés.	<ul style="list-style-type: none">Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 via les activités suivantes :Poursuite de la mise œuvre du projet (PacWaste) pour la gestion des déchets dangereux financé par l'UE<ul style="list-style-type: none">Fourniture d'un appui technique, d'équipements et de formations pour améliorer la gestion régionale de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets médicaux (PacWaste)Achèvement de l'installation de 7 incinérateurs dans 7 hôpitaux dans 6 paysEnlèvement de 15 000 m2 d'amiante dans 15 lieux dans 3 paysLancement des campagnes régionales d'éducation et de sensibilisation en matière de déchets dangereux (amiante, déchets électroniques et médicaux) par le biais du projet PacWaste.Cela a permis de grandement améliorer la gestion des déchets dangereux avec le retrait de l'amiante à haut risque des écoles et des hôpitaux, l'introduction de systèmes de santé durables et le lancement de systèmes pilotes de traitement des déchets électroniques.Assistance fournie pour le lancement de la phase 2 du projet J-PRISM. Cela permet d'identifier les zones prioritaires pour la mise en œuvre régionale.Fourniture d'un soutien technique permanent aux PIP sur la coopération Pacifique-Pacifique, par ex. le voyage d'études de Wallis et Futuna dans le cadre d'un projet terminé à Labasa, Fidji (décharge de déchets résistant au climat). Cela renforce les liens avec les Territoires français.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	296 278	265 867
				Coûts de fonctionnement	1 137 195	2 456 508
				Frais d'investissement	4 500	6 518
				Sous-total	1 437 973	2 728 893
				Frais de fonctionnement et frais d'investissement dépassés en raison de la fourniture et de la livraison des incinérateurs de déchets médicaux qui avaient été engagés en 2015.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
		<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la mise en œuvre du projet océanien de réduction des rejets de POP financé par l'Alliance FEM-Pacifique : <ul style="list-style-type: none"> ○ Achèvement d'un guide régional sur les POPNI dans le cadre de la formation sur les produits chimiques réalisée par l'USP. ○ Rédaction de manuels de formation sur les meilleures pratiques en matière de gestion des produits chimiques dans 14 PIP. ○ Élaboration de directives nationales en matière de gestion des produits chimiques pour 14 PIP. ○ Fourniture d'un appui technique pour la mise en place à l'échelon national de programmes éducatifs et de sensibilisation en matière de rejet involontaire de polluants organiques persistants pour 14 PIP. ○ Grâce à cette importante formation pratique, un certain nombre de pays vont pouvoir désormais utiliser ces informations pour améliorer leurs compétences dans la gestion des problèmes liés aux produits chimiques au niveau national, notamment en perfectionnant leurs inventaires et leurs politiques en fournissant des conseils techniques avisés aux parties prenantes, etc. • Le Centre régional pour le Pacifique (PRC) du PROE a poursuivi la coordination régionale des Conventions de Bâle et Waigani : <ul style="list-style-type: none"> ○ Soutien et conseils techniques fournis pour la gestion des réserves de DDT en matière de stockage et de transport. Par conséquent, le Vanuatu a maintenant un plan sur la façon de se débarrasser de ses réserves de produits chimiques toxiques ; ○ Fourniture de conseils techniques et soutien pour le développement du projet national MIA en Papouasie Nouvelle-Guinée et le projet régional MIA dans les îles Cook, aux Kiribati, à Palau, aux Tonga et au Vanuatu ; • Fourniture de conseils techniques et soutien aux Fidji, aux Kiribati, en PNG, dans la République des îles Marshall, aux îles Salomon, aux Tuvalu, ainsi qu'à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna sur le mouvement transfrontalier des déchets dangereux dans le cadre des Conventions de Bâle et Waigani au niveau régional. Suite à ce rapport, les PIP et les Territoires français ont été en mesure de déplacer facilement et efficacement les déchets dangereux jusqu'à leur destination finale sans retard. Cette assistance a également révélé les disparités dans certains pays concernant la mise en œuvre des conventions au niveau national ; <ul style="list-style-type: none"> ○ Fourniture de conseils techniques et d'une formation aux Tuvalu sur le processus d'adhésion à la Convention de Waigani et sur l'élaboration de rapports nationaux en collaboration avec les autorités douanières des Fidji. La formation a permis d'améliorer la gestion des données au niveau national et d'instaurer une meilleure communication et coordination pour la mise en œuvre à l'échelle nationale. 		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none"> Fourniture d'une assistance et d'un soutien technique aux Tuvalu pour le développement de leur politique intégrée nationale en matière de déchets et le Plan d'action et à l'île Pitcairn (non membre du PROE) et fourniture d'un examen technique des stratégies nationales en matière de déchets aux Vanuatu et dans les îles Salomon. Cela a permis une meilleure harmonisation avec la stratégie « Pacifique plus propre 2025 » pour atteindre les objectifs régionaux dans la gestion des déchets. Achèvement de la Table ronde initiale pour un Pacifique propre à Suva, Fidji à laquelle ont assisté 100 participants de 17 pays membres et territoires pour contrôler la mise en œuvre de la stratégie « Pacifique propre 2025 ». Cela a permis une meilleure mise en réseau au sein du secteur des déchets dans la région. Début du développement d'une stratégie régionale sur les déchets métalliques comme composante de la stratégie « Pacifique plus propre 2025 » qui sera achevée en 2017. 				
WMPC 1.1.2 D'ici à 2016, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'eau de mer et nombre d'incidents de pollution dans la région. 	<ul style="list-style-type: none"> En collaboration avec l'Université d'Auckland, poursuite de la recherche sur le plastique trouvé dans des échantillons d'intestin de poissons en Nouvelle-Zélande, au Samoa, en Polynésie française et à Rapa Nui et présentation des découvertes préliminaires lors de la 27^e réunion du PROE à Nioué. Cela a permis d'améliorer la compréhension et la promotion des impacts des déchets marins et des micro-plastiques dans la région du Pacifique. Participation à un groupe de travail d'experts techniques sur le marquage des engins de pêche coordonné par l'OMI et la FAO. Cela a permis de promouvoir les exigences spéciales des PÉID du Pacifique dans l'initiative mondiale de marquage des engins de pêche. En collaboration avec les îles Salomon, poursuite de la mise en œuvre du projet pilote sur les débris marins sur le fleuve Matanikau grâce à l'installation de bacs de collecte pour la gestion des déchets des communautés le long du fleuve. Cela a permis d'améliorer les pratiques intégrées de gestion des déchets pour réduire l'impact des déchets marins. Fourniture d'une assistance et d'un soutien technique à la PNG pour le classement du Passage de Jomard dans les Zones marines particulièrement sensibles (PSSA), une première pour les pays et territoires des îles du Pacifique. Cela a permis d'améliorer la protection de la zone environnementale sensible du Passage de Jomard et de faciliter la possible création d'autres PSSA dans le Pacifique. Achèvement des lignes directrices pour la surveillance régionale de la qualité de l'eau dans la région avec le soutien financier de l'USAID. 				
					Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	44 550	21 846
				Coûts de fonctionnement	5 500	39 110
				Frais d'investissement		
				Sous-total	50 050	60 956
				<i>Frais de fonctionnement dépassés en raison de la réalisation d'activités engagées en 2015.</i>		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
WMPC 1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes.	Les progrès pour atteindre cette cible ont augmenté de 10 % en 2016 grâce à la réalisation des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">En collaboration avec le Nettoyage international des littoraux (ICC), coordination du nettoyage des littoraux des débris marins dans 7 pays. Cela a permis de mieux promouvoir les pratiques de gestion des déchets et les impacts des déchets marins et des micro-plastiques.	70 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	55 065	52 164
				Coûts de fonctionnement	38 270	9 788
				Frais d'investissement		
				Sous-total	93 335	61 952
WMPC 1.1.4 Élaboration d'ici 2012 du kit de communication sur la gestion des déchets et utilisation par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014.	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits.	Cette cible a été atteinte en 2016 grâce à la réalisation des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">Élaboration et diffusion du Guide de communication des partenaires du projet PacWaste — utilisé par 14 PIP pour accroître les capacités des partenaires nationaux à partager des informations à l'échelle du pays.Élaboration et diffusion du Manuel d'orientation et de communications du projet océanien de réduction des rejets de POP — utilisé par 14 PIP. Il a été complété par certaines ressources provenant de projets nationaux éducatifs et de sensibilisation dans les États fédérés de Micronésie, à Nauru et aux Tuvalu afin de mieux préparer la population aux dangers que représente l'exposition aux produits toxiques rejetés dans l'atmosphère à cause d'une mauvaise gestion des déchets ;Présentation des communications faites à la réunion des représentants des PTOM en Nouvelle-Calédonie dans le cadre du projet INTEGRE.Supports de communication en langue française (choix judicieux) distribués aux PTOM.Ces actions ont permis une collaboration fructueuse entre les PIP et les PTOM.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	17 336	16 160
				Coûts de fonctionnement	157 774	8 322
				Frais d'investissement		
				Sous-total	175 080	24 482
				<i>Frais de fonctionnement budgétés relatif à l'engagement d'un consultant. Cela n'apparaît pas comme un poste supplémentaire pour PacWaste.</i>		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
					Budget	Dépenses réelles
WMPC 1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains membres d'ici 2013.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution. 	<p>Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2015 au travers des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en œuvre du projet océanien de réduction des rejets de POP financé par l'Alliance FEM-Pacifique : <ul style="list-style-type: none"> Avancement du projet pilote de compostage à Nioué. Ce projet a contribué à améliorer le système de gestion des déchets, notamment déchets verts/organiques et a permis aux différentes parties prenantes de travailler ensemble à la gestion des déchets sur l'île ; Avancement du projet pilote d'aménagement de la gestion des déchets médicaux aux Kiribati. Cette petite contribution a permis à la personne responsable de la gestion des déchets médicaux de l'hôpital principal de Tarawa de mieux gérer les déchets médicaux dangereux, notamment en matière d'incinération des déchets ; Achèvement du programme pilote de gestion des conteneurs de pesticides usagés au Samoa, aux Tonga et aux Fidji. Les informations figurant dans les rapports issus de ce travail sont désormais utilisées pour améliorer la gestion opérationnelle des déchets portant sur les déchets dangereux à l'échelle nationale ; Le projet PacWaste poursuit son travail dans le cadre du projet pilote pour la gestion intégrée des déchets des atolls à Majuro, dans la République des îles Marshall. En 2015, ce travail s'est concentré sur : <ul style="list-style-type: none"> Le lancement du système des sacs prépayés Le lancement du système de rachat des BPAU La poursuite de l'aide pour détourner les déchets verts de la décharge vers la ferme de Laura RLa réalisation de recherche sur les niveaux d'émission des briquettes de carton Les recherches sur la réutilisation du métal encombrant pour la protection des littoraux. Cela a fourni d'excellentes informations sur la gestion intégrée des déchets solides et a donc amélioré la situation dans la République des îles Marshall, mais plus important encore, ces données ont été partagées dans les pays membres grâce à des ateliers et des voyages d'études. Aide aux Tuvalu pour l'intégration de l'Analyse coûts-bénéfices, la surveillance et l'évaluation pour une meilleure gestion des déchets verts qui a amélioré les compétences nationales dans l'utilisation de cet outil de prise de décision et a fourni un modèle pour reproduire l'utilisation des déchets verts et l'application de l'ACB dans le secteur des déchets. Facilitation de l'évaluation a posteriori du projet AFD sur des initiatives de gestion des déchets solides avec des projets pilotes révisés pour une éventuelle diffusion. 	100 %			
				Coûts du personnel	84 094	71 325
				Coûts de fonctionnement	487 710	20 098
				Frais d'investissement		
				Sous-total	571 804	91 423
				<i>Dépenses de 2016 reportées.</i>		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016

Composante : WMPC 2 – CONNAISSANCES, DONNÉES, PLANIFICATION ET RECHERCHE

Stratégie 2.1 : – Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet WMPC 2.1 – D'ici 2015, élaboration pour les Membres de Stratégies et de plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables, et mise en œuvre d'actions prioritaires						
Mise en œuvre de la stratégie « Pacifique plus propre 2025 » ainsi que de la stratégie PACPOL en soutenant les Membres dans la gestion de la pollution, des déchets et des produits dangereux. Importants outils éducatifs et de sensibilisations publiés pour promouvoir et changer les cœurs et les esprits sur les pratiques de gestion de la pollution et des déchets.						
WMPC 2.1.1 Élaboration et diffusion de méthodes standard de collecte, de stockage, d'analyse et d'interprétation des données relative à la pollution et à la gestion des déchets, ainsi que leur utilisation par au moins six ÉTIO.	<ul style="list-style-type: none">État de développement et d'adoption des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets.Nombre de Membres utilisant les méthodes standard.	<p>Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">Fourniture d'un appui continu aux États insulaires océaniques pour les aider à surveiller l'importation d'amiante et de précurseurs de déchets électroniques, car après avoir constaté l'importation d'un nouvel amiante dans le Pacifique, ce qui a contribué au nettoyage de l'amiante dans le cadre du PacWaste à Gizo après la destruction par un incendie de structures de l'hôpital contenant ce « nouvel » amiante et a conduit le PROE a encouragé l'interdiction régionale de ce nouvel amiante dans un document présenté lors de la réunion du PROE en 2016.Fourniture de conseils et soutien aux Tonga pour la mise en œuvre de leur Plan national d'intervention en cas de déversements en mer.Fourniture d'un appui permanent aux États insulaires océaniques pour les aider à mettre en œuvre les Conventions de Waigani et de Bâle et les AME sur les produits chimiques telles que la BRS et les Conventions de Minamata. L'aide régulière aux pays leur a permis de renforcer dans la région leurs opérations en matière de mise en œuvre des Conventions de Waigani et de Bâle ainsi que leur mise en synergie avec les autres groupes de produits chimiques des AME. Le soutien/conseils techniques fournis aux ÉTIO sur les problèmes liés au mercure a conduit à la participation de cinq pays (Iles Cook, Kiribati, Palau, Tonga et Vanuatu) au projet d'évaluation régionale initiale de Minamata et à la mise en œuvre en Papouasie Nouvelle-Guinée d'un projet national concernant la même évaluation ;Fourniture d'un soutien et de conseils techniques sur le développement national de l'inventaire de produits chimiques grâce à des ateliers de formation sur les produits chimiques organisés par l'USP dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les POPNI. La formation a permis à plusieurs pays de prendre des mesures pour améliorer leurs systèmes de gestion des produits chimiques, notamment l'amélioration des inventaires de produits chimiques sur le lieu de travail et la réalisation de travaux pour améliorer les processus de gestion des données ;	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	98 240	66 432
				Coûts de fonctionnement	16 410	30 499
				Frais d'investissement		
				Sous-total	114 651	96 931
				Dépassement des frais de fonctionnement en raison des voyages supplémentaires du personnel du Secrétariat pour soutenir la formation sur la gestion des produits chimiques menée avec des consultants de l'USP.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none">Fourniture de conseils techniques, d'un soutien et de la formation aux 14 ÉTIO pour l'utilisation des méthodes standards de gestion des déchets dangereux grâce à des ateliers de formation sur les produits chimiques effectués par l'USP dans le cadre du projet GEFPAD sur les POPNI. En raison de la portée étendue de la formation, les ÉTIO disposent à présent des compétences nécessaires pour améliorer de manière opportune leur capacité de gestion des produits chimiques et des déchets et des matériels dangereux. La formation a permis à certains pays de prendre conscience et de prendre des mesures afin que les produits chimiques soient manipulés dans le respect de l'environnement.				
WMPC 2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique.	<p>Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers des activités suivantes qui ont permis d'améliorer l'accès aux informations :</p> <ul style="list-style-type: none">35 articles écrits et publiés sur des questions relatives à la gestion de la pollution et des déchets sur le site Internet du PROE.Maintenance des pages Internet du Projet océanien de réduction des rejets de POP, PACPOL et PacWaste.Publication et diffusion de trois numéros du Bulletin PacWaste — le bulletin d'information du Projet océanien pour la gestion des déchets dangereux, PacWaste.Publication et diffusion d'un numéro de Vox POPs, le bulletin d'information pour le projet océanien de réduction des rejets de POP.Travail en collaboration avec l'OMS pour élaborer, publier et diffuser l'État de l'amiante dans le Pacifique.Élaboration et publication du rapport technique du projet PacWaste d'août 2016 — Enquêtes comparatives des émissions de combustion des briquettes de papierSortie du film documentaire : PacWaste aux Kiribati : Encourager la collaboration régionale pour un Pacifique plus sûr et plu propre.Chaque édition du bulletin d'information Tok du PROE a mis en lumière les problèmes liés à la gestion de la pollution et des déchets.Promotion permanente de la campagne PacWaste « Choix judicieux » avec distribution de posters et autocollants (en anglais et en français) dans les écoles de la région.Finalisation du rapport de la région du Pacifique sur le statut de la mise en œuvre des 3R en Asie et dans le Pacifique (en attente de publication).Cela a permis d'améliorer l'image du secteur de la pollution et des déchets au niveau national, régional et international, en augmentant la prise de conscience, en soulignant les défis, les améliorations et les activités de communication à réaliser.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	95 378	69 855
				Coûts de fonctionnement	7 651	
				Frais d'investissement		
				Sous-total	103 028	69 855
				Dépenses inférieures au budget en raison d'une replanification de la mise en œuvre des activités régionales de sensibilisation sur l'amiante.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
WMPC 2.1.3 D'ici 2016, publication d'un tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution.	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution.	<p>Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2015. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers de l'activité suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">Début du perfectionnement des indicateurs sur la pollution et les déchets grâce à la stratégie « Pacifique plus propre 2025 » et le processus de la table ronde pour un Pacifique propre avec l'organisation d'une manifestation de 4 jours co-financée par l'Union européenne/le projet PacWaste du PROE et le projet JPRISM de la JICA qui a réuni les bailleurs de fonds, les partenaires, les Membres, le secteur privé, les établissements de 3^e cycle, les gouvernements locaux et les ONG afin de prévoir une mise en œuvre conjointe de la stratégie au cours des 5 prochaines années.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	23 179	6 355
				Coûts de fonctionnement		1 742
				Frais d'investissement		
				Sous-total	23 179	8 097
				Le total des dépenses pour la table ronde pour un Pacifique propre était supporté par les projets JPRISM et PacWaste.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | **2016**

Composante : WMPC 3 (Gestion des déchets et lutte contre la pollution, Waste Management and Pollution Control) – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET CONSEILS EN MATIÈRE DE BONNES PRATIQUES

Stratégie 3.1 : Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet WMPC 3.1.1 – Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution						
Soutien permanent pour des capacités renforcées afin que les Membres mettent en œuvre la gestion de la pollution et des déchets grâce aux activités nationales et régionales de transfert des connaissances notamment la formation sur la gestion menée en collaboration avec la Fidji National University (FNU) et l'université de Griffith. Lignes directrices des meilleures pratiques pour la gestion de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets médicaux diffusées aux Membres.						
WMPC 3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux.Délai d'exécution de l'analyse.	<ul style="list-style-type: none">Achèvement d'une étude de référence sur les taux de génération des conteneurs de pesticides pour 14 pays insulaires océaniques. Ce travail a été achevé fin 2016, mais les informations figurant dans les rapports issus de ce travail seront utilisées pour améliorer la gestion opérationnelle des déchets portant sur les déchets dangereux au niveau national ;Base de données PIDOC des capacités régionales de gestion des déchets tenue à jour et actualisée	60 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	15 905	14 359
				Coûts de fonctionnement	18 000	192 957
				Frais d'investissement		
				Sous-total	33 905	207 317
				Dépassement dû à des contributions supplémentaires de consultants		
WMPC 3.1.2 Mise en œuvre d'au moins une activité régionale principale d'ici 2016 pour combler les déficits de capacités des Membres.	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution.	<ul style="list-style-type: none">Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers des activités suivantes :<ul style="list-style-type: none">Deux activités de gestion des déchets achevées avec succès en collaboration avec la FNU et l'université de Griffith aux Fidji. La formation a permis de former plus de 30 professionnels de la gestion des déchets de 14 pays et a permis aux personnes formées de mettre en place des projets pilotes pour des activités de gestion des déchets à mettre en œuvre sur leurs espaces ou lieux de travail ;Soutien technique et formation dans 14 PIP pour améliorer la gestion nationale des produits chimiques et des déchets dangereux grâce à des ateliers de formation sur les produits chimiques menés par l'USP dans le cadre du projet GEFPAD sur les POPNI. La formation améliore les systèmes nationaux de gestion des déchets dangereux ;Achèvement des stratégies nationales sur les espèces marines envahissantes pour les eaux de ballast en partenariat avec l'OMI pour les îles Cook, les Fidji, les îles Marshall, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga. Cela a permis de mieux protéger l'environnement marin des impacts des espèces marines envahissantes grâce à l'application de la Convention sur la gestion des eaux de ballast.Soutien pour des résultats mondiaux et régionaux de haut niveau tels que le SPILLCON 2016 et la réunion des responsables des transports et APHOMSA.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	10 980	12 813
				Coûts de fonctionnement	662 350	17 342
				Frais d'investissement		
				Sous-total	673 329	30 155
				Dépenses reportées dues au retard dans la réception des fonds.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
WMPC 3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2016	<ul style="list-style-type: none">Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés et reproduits.	<ul style="list-style-type: none">Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2014. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers des activités suivantes :Poursuite de la mise œuvre du projet (PacWaste) pour la gestion des déchets dangereux financé par l'UE<ul style="list-style-type: none">Identification et diffusion des meilleures pratiques pour la gestion des déchets de l'amiante via une circulaire du PROE, la page Internet du PacWaste et lors de manifestations régionales.Meilleures pratiques pour la gestion des déchets médicaux identifiées et diffusées via une circulaire du PROE, la page Internet du PacWaste et lors de manifestations régionales.Meilleures pratiques pour la gestion des déchets électroniques identifiées et diffusées via une circulaire du PROE, la page Internet du PacWaste et lors de manifestations régionales.Cela a permis d'identifier les meilleures pratiques adaptées au contexte océanien pouvant être utilisées au-delà du projet PacWaste lui-même et permettant d'obtenir des améliorations réalistes dans le délai imparti pour le projet.Meilleures pratiques identifiées pour le compostage. Dans le cadre de l'évaluation de référence des déchets verts aux Tuvalu, une analyse coûts-bénéfices a été réalisée et la meilleure option a été identifiée pour une éventuelle mise en œuvre par le biais du programme bilatéral de l'UE.Meilleures pratiques pour la gestion des déchets marins identifiées et diffusées par un email du PROE, sa page Internet et lors de manifestations régionales.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	40 156	41 549
				Coûts de fonctionnement	31 673	73 516
				Frais d'investissement		
				Sous-total	71 829	115 065
				Dépenses reportées en raison du retard dans la réception des fonds et de l'internalisation des activités au personnel PacWaste		
WMPC 3.1.4 Proposer une formation sur les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et en matière de lutte contre la pollution à tous les Membres par le biais d'un programme de transmission.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de directives sur les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux	<ul style="list-style-type: none">Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers des activités suivantes :Poursuite de la mise œuvre du projet (PacWaste) pour la gestion des déchets dangereux financé par l'UEMise en œuvre d'une formation aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion de l'amiante dans 7 paysMise en œuvre de formations aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion des déchets médicaux dans 21 hôpitauxMise en œuvre de formations aux meilleures pratiques en matière d'amélioration de la gestion des déchets électroniques dans 7 paysLes rapports de base et les autres études sur les déchets dangereux ont fourni à la région les premières informations exhaustives sur le statut de l'amiante, des déchets médicaux et des déchets électroniques ce qui permet aux pays membres du PROE et aux autres partenaires de planifier des interventions en utilisant une approche scientifique pour obtenir le résultat le plus efficace possible avec les ressources disponibles.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	167 288	132 606
				Coûts de fonctionnement	523 064	267 303
				Frais d'investissement		
				Sous-total	690 352	399 909
				Dépenses reportées dues au retard dans la réception des fonds		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
		<ul style="list-style-type: none">○ Achèvement de l'atelier régional sur la Convention/Protocole de Londres à Suva Fidji auquel ont participé 14 États et territoires insulaires océaniques avec le soutien financier du Secrétariat de la Convention de l'OMI. Cela a permis d'améliorer la protection de l'environnement marin contre le rejet des déchets en mer.○ Soutien technique fourni pour la mise en œuvre du NATPLAN aux Fidji et aux Tonga. Cela a permis d'améliorer la protection de l'environnement marin contre les déversements en mer.○ Fourniture de conseils et soutien aux Tuvalu pour l'amendement de leur législation nationale pour la prévention de la pollution marine.○ Organisation d'une formation technique aux Tuvalu pour les aider à mettre en œuvre les Conventions de Waigani et de Bâle ainsi que les AME pertinentes sur les produits chimiques. La formation a permis d'établir une meilleure coordination et communication parmi les parties prenantes à la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques aux Tuvalu.○ Achèvement de la formation aux meilleures pratiques en matière d'élaboration d'inventaires de produits chimiques, de gestion de laboratoire et de mise en application des réglementations nationales relatives aux produits chimiques, dans le cadre d'AME, dans 14 pays insulaires océaniques grâce aux ateliers de formation sur les produits chimiques organisés par l'USP dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les POPNI.○ Réalisation de deux cours de formation professionnelle régionale sur la gestion des déchets dangereux et solides.○ Fourniture d'une assistance technique à 5 États insulaires du Pacifique qui ont participé à la Sakura School sur les déchets solides à Okayama. Les visites d'étude ont permis de mieux comprendre la gestion des déchets dans le contexte des coûts et de l'engagement communautaire.				
Objectif de 2016 pour le volet 3.1.2 – Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir contre les pollutions marines causées par les navires, et les prévenir						
La pollution marine provenant des navires a été réduite de façon significative grâce à la mise en œuvre de la stratégie du PACPOL via le maintien de : a) Plan régional océanique d'infrastructures de réception (une première mondiale) ; b) Plan régional océanique d'intervention en cas de déversement en mer (PACPLAN) via la fourniture et la mise en service d'équipements de lutte contre les marées noires aux Fidji et un atelier sur la responsabilité et l'indemnisation ; c) Introduction d'organismes marins nuisibles par les navires (SRIMP-Pac) par la mise en place de stratégies de gestion des eaux de ballast dans les îles Cook, les Tonga, les îles Marshall, la Papouasie Nouvelle-Guinée et les Fidji.						
WMPC 3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL).	<ul style="list-style-type: none">• PACPOL mis en œuvre avec succès.	<ul style="list-style-type: none">• Progrès réalisés pour atteindre cette cible à 100 % en 2013. D'autres travaux ont continué dans cette zone stratégique en 2016 au travers des activités suivantes :<ul style="list-style-type: none">○ Poursuite de la révision et de la mise à jour du Plan régional océanique pour les installations portuaires de réception. Enquêtes portuaires supplémentaires planifiées pour 2017 pour inclure au moins un port du pacifique nord.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	55 922	34 166
				Coûts de fonctionnement	869 000	327 553
				Frais d'investissement		
				Sous-total	924 922	361 719

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : DIVISION GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD	
		<ul style="list-style-type: none">○ Achèvement de la livraison d'équipements de lutte contre les marées noires aux Fidji avec un financement du ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande. Formation et mise en service des équipements achevées dans les quatre lieux avec l'aide de l'agence maritime néozélandaise. NATPLAN exercé avec plus de 130 parties prenantes locales incluses dans la formation en partenariat avec l'autorité pour la sécurité maritime des Fidji. Cela a permis d'améliorer la protection de l'environnement marin contre les déversements en mer.• Assistance fournie à l'autorité australienne pour la sécurité maritime afin d'organiser un atelier sur le Plan océanien d'urgence maritime (PACPLAN) pour les premiers États insulaires océaniques ayant répondu : Kiribati, Tuvalu, Îles Salomon, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu.			
TOTAL PROGRAMME 3				Budget	Dépenses réelles
			Coûts du personnel	1 004 380	805 496
			Coûts de fonctionnement	3 954 568	3 444 739
			Frais d'investissement	4 500	6 518
			TOTAL	4 963 448	4 256 753

4. DIVISION SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

But du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et des processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementale ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

En 2016, la division pour la surveillance et la gouvernance environnementales a continué à apporter un soutien politique et à donner des conseils techniques dans les domaines politiques, législatifs, de la conformité, de la planification et du reporting avec d'importantes réalisations dans tous les domaines stratégiques ciblés. La division a également continué à donner des conseils et à fournir un soutien technique aux Membres pour accéder au financement du FEM permettant aux pays de satisfaire les obligations de l'AME et les priorités en matière de développement durable. Le projet ACP sur les AME financé par l'UE est la principale source de financement pour la mise en œuvre des priorités EMG en 2016.

D'ici 2016, 89 % des objectifs du Plan stratégique de l'EMG seront atteints à 80-100 %. Pour les 11 cibles qui ont atteint les 100 %, la mise en œuvre des projets et des activités pertinents a continué. Pour les deux cibles qui sont entre 50 % et 60 %, elles continueront d'être abordées dans le nouveau projet du FEM qui a été approuvé en 2016.

Sur le budget total approuvé en 2016, 71 % ont été réalisés. Ce déficit est dû au retard dans la mise en œuvre du projet régional FEM sur l'APA.

Les faits marquants de 2016 incluent :

Cadres propices

- Établissement d'une référence régionale pour les EIE par la publication et la distribution des lignes directrices régionales sur les EIE du PROE.
- Création et lancement du réseau pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA)
- Soutien pour la finalisation des réglementations (procédure d'autorisation et étude d'impact environnemental) environnementales de Nioué
- Achèvement de 14 lois nationales sur l'environnement pour tous les Membres

- Un nouveau projet régional multi-pays du FEM approuvé avec un budget total de 11 206 276 USD pour soutenir les rapports de l'AME et la mise en œuvre

Intégration

- Développement des Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) établies à Nioué, au Vanuatu et dans la République des îles Marshall
- Participation au GTDD avec notamment la création d'indicateurs de l'ODD

Renforcement des capacités

- Comprendre le lien entre la planification de l'environnement, les OSS, les AME et les cadres régionaux.
- Formation aux EIE, exercices pratiques et visites sur le terrain à Nioué, dans la République des îles Marshall et à Tokelau.
- Organisation d'une formation sur le développement de la base de données du GIS et la Planification spatiale marine (PSM) pour Nauru

Suivi et réalisation de rapports

- Modernisation des infrastructures pour la gestion des données spatiales (gis.sprep.org) avec un partenaire technique clé CSIRO
- Achèvement du rapport sur l'état de l'environnement (EdE) dans la République des îles Marshall
- Développement des outils et fonctionnalités en ligne du portail des aires protégées des îles du Pacifique (PIPAP)

Composante : EMG 1 – CADRES PROPICES

Stratégie : 1.1 – Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux en matière de gouvernance environnementale, ainsi que pour sa mise en œuvre, ce qui inclut les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et la réalisation de rapports ainsi que les mécanismes institutionnels connexes

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet EMG 1.1 – Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques et intégrées de l'environnement en tant qu'outils de planification de premier ordre dans tous les pays						
Mise à jour des progrès accomplis dans le cadre de l'objectif stratégique : D'une manière générale, cet objectif était trop ambitieux et pas directement lié à ses cibles. L'EMG s'est concentrée sur le renforcement de la législation, des politiques, des processus de planification et des capacités de mises en œuvre des EIE et AME. L'EES a été introduit dans les lignes directrices régionales de l'EIE en tant que concept et approche pouvant s'adapter aux processus nationaux existants, les plans sectoriels et la planification du territoire utilisent par exemple des schémas d'aménagement. Partout dans le monde, l'EES est un concept évolutif qui a été formellement adopté par un petit nombre de pays. L'EIE est aussi connu sous le nom de rapport sur l'état de l'environnement et est repris au titre de l'EMG 3.1.						
EMG 1.1.1 D'ici 2016, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de modèles de cadres réglementaires élaborés (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement).	<ul style="list-style-type: none">Établissement d'une référence régionale pour les EIE par la publication et la distribution des lignes directrices régionales sur les EIE du PROE, qui constituent une base pour le renforcement des capacités de l'EIE du PROE et ont été utilisées par le Samoa pour soutenir le développement des lignes directrices nationales de ses EIE.Augmentation des connaissances et de l'expérience des EIE de la part des responsables grâce à la formation sur les EIE, exercices pratiques et visites sur le terrain à Nioué, dans la République des îles Marshall et à Tokelau. La formation aux EIE à Nioué a contribué à la finalisation et à l'adoption des réglementations (procédure d'autorisation et étude d'impact environnemental) environnementales de Nioué. La formation aux EIE dans la République des îles Marshall a conduit à l'élaboration d'un organigramme des EIE à utiliser comme outil de communication/éducatif auprès du gouvernement et des parties prenantes publiques afin de promouvoir la connaissance et le respect du processus de l'EIE.Renforcement de la position de l'EIE des pays membres qui participent aux négociations dans le cadre de la BJN grâce à un soutien technique direct.Renforcement de l'efficacité du processus de l'EIE aux îles Cook, dans les États fédérés de Micronésie (Kosrae), la République des îles Marshall, au Samoa, aux Tonga et Tuvalu grâce à un soutien technique direct pour les étapes clés dudit processus (révision du rapport de l'EIE, rédaction d'un document de cadrage).	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	133 322	83 657
				Coûts de fonctionnement	54 730	29 693
				Frais d'investissement		
				Sous-total	188 052	113 350
EMG 1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres ÉTIO de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables inspirés des modèles océaniques.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant mis en place des cadres intégrés de politiques et de réglementations inspirés des modèles océaniques.	<ul style="list-style-type: none">L'atelier de lancement régional sur l'APA et le cadre régional de l'APA sont reportés à 2017 (à lire avec la section 2.1.1.1).	80 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
	<ul style="list-style-type: none">Niveau de conformité à l'égard des lois nationales sur l'environnement en vigueur	<ul style="list-style-type: none">reporté à 2017 dans le cadre d'un partenariat de formation régional.		Coûts de fonctionnement	12 876	5 259
				Frais d'investissement		
				Sous-total	12 876	5 259
Mise en œuvre du projet régional du FEM sur l'accès et le partage des avantages (APA) retardée.						
EMG 1.1.3 D'ici à 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés.	<ul style="list-style-type: none">La réalisation achevée d'une analyse des besoins.	<ul style="list-style-type: none">Objectif atteint.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		

Stratégie 1.2 : Organisation d'une stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée spécifiquement sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet EMG 1.2 – Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations découlant des principaux accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales						
Mise à jour des progrès accomplis dans le cadre de l'objectif stratégique : Aucune demande n'a été reçue l'an dernier pour recevoir une aide à la rédaction de la législation bien que des demandes soient parfois reçues pour revoir ou contribuer aux projets de textes législatifs. La plupart du temps, les ÉTIO sont capables de rédiger leur propre législation. L'EMG a organisé une formation à la négociation pour la réunion préparatoire de la CITES/CDB avec certains participants présentant des connaissances d'autres non. Une formation périodique doit toujours être mise en place.						
EMG 1.2.1 D'ici à 2016, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation environnementale.	<ul style="list-style-type: none">Achèvement de la révision des lois nationales sur l'environnement pour les 14 pays membres ; publication reportée en attendant l'édition finale de numéros entiers, car une fois publiée, cela permettra à ceux qui prennent les décisions de renforcer la mise en application et le respect des lois et des obligations de l'AME	90 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	17 475	18 628
				Coûts de fonctionnement	10 042	8 698
				Frais d'investissement		
				Sous-total	27 517	27 326
EMG 1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (p. ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation).	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME.	<ul style="list-style-type: none">Organisation d'une formation à la négociation dans le cadre de la réunion préparatoire conjointe de la COP 13 de la CDB et de la COP 17 de la CITES pour permettre aux participants d'être plus confiants et analytiques dans le cadre de leurs interventionsAPA (à lire avec les sections 4.1.1.2. et 2.1.1.1.)Fourniture de conseils techniques pour les négociateurs au Comité préparatoire à la BJJ pour exprimer toutes les préoccupations du Pacifique.	90 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	43 298	54 752
				Coûts de fonctionnement	170 546	7 421
				Frais d'investissement	3 000	
				Sous-total	216 844	62 173
	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres disposant de fonctionnaires formés à l'application des dispositions des AME.	<ul style="list-style-type: none">Intégré dans le cadre de la formation aux EIE, à l'EdE et aux SNAGE (à lire avec les sections 4.1.1.1, 4.1.2.2., 4. 2.1.2, 4.1.2.3, et 4.4.1.1)			Mise en œuvre du projet APA du FEM retardé avec les activités reportées à 2017.	
EMG 1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les bailleurs de fonds potentiels.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance.	<ul style="list-style-type: none">Fourniture d'un soutien technique et d'une orientation aux PIP pour la planification et la hiérarchisation des priorités nationales en prévision du FEM - 6.Soutien à l'engagement effectif de la région du Pacifique avec le Conseil du FEM et le Secrétariat pour s'assurer que les priorités et intérêts régionaux et nationaux sont traités dans les délibérations et les décisions du Conseil.Mise en œuvre réussie du projet de renforcement des capacités PSM du FEM permettant au Secrétariat de se conformer aux critères d'accréditation du FEM et d'aider les PIP à se conformer aux exigences de l'EMA.Un nouveau projet régional multi-pays du FEM a été approuvé avec un budget total de 11 206 276 USD pour renforcer les capacités nationales et régionales afin de mettre en œuvre les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) en renforçant la planification et l'évaluation de l'état de l'environnement et l'information dans quatorze États insulaires océaniques. La mise en œuvre du projet débutera en 2017.	90 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	141 727	99 104
				Coûts de fonctionnement	543 526	478 830
				Frais d'investissement		
				Sous-total	685 253	577 934

Volet : EMG 2 – INTÉGRATION

Stratégie 2.1 – Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet EMG 2.1 – Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale						
Mise à jour des progrès accomplis dans le cadre de l'objectif stratégique : Un soutien permanent continue d'être fourni aux Membres sur la planification de l'environnement par le biais des stratégies nationales de gestion de l'environnement, des politiques nationales sur l'environnement et des plans de mise en œuvre. Le processus a impliqué une participation et une consultation multipartites. Les capacités ont été augmentées au sein des secteurs gouvernementaux concernant le processus de planification de l'environnement de même que la compréhension du lien entre la planification de l'environnement et les plans nationaux de développement, les AME, les ODD et les cadres régionaux. Il définit également un réseau clair et une communication au niveau national découle de la viabilité du développement.						
EMG 2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale.	<ul style="list-style-type: none">Objectif atteint.Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.2.1.2	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total		
EMG 2.1.2 D'ici 2016, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres qui incluent les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME dans leurs politiques et stratégies nationales.	<ul style="list-style-type: none">Soutien à Nioué, au Vanuatu et à la République des îles Marshall pour le développement de leurs stratégies nationales de gestion de l'environnement respectives et en établissant un lien avec les plans nationaux de développement, les cadres régionaux et les AME.Fourniture d'un soutien consultatif au groupe de travail sur le développement durable du CORP et contribution au travail du groupe de travail des ODD sur l'élaboration des 149 indicateurs du Pacifique qui incluent des indicateurs environnementaux pour les indicateurs nationaux de développement durable et sont liés aux indicateurs des ODD du Pacifique.(La totalité de cette cible doit être lue avec celle sur le résultat 4.1.2.2)	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	208 078	79 548
				Coûts de fonctionnement	95 393	60 731
				Frais d'investissement		1 632
				Sous-total	303 471	141 911
EMG 2.1.3 Les questions sexospécifiques sont prises en compte dans les activités de planification environnementale.	<ul style="list-style-type: none">Preuves que les questions touchant à la condition féminine sont prises en compte dans les activités de planification environnementale.	<ul style="list-style-type: none">Objectif atteint.Le travail actuel comprend la réalisation de la politique du genre du PROE pour guider et soutenir l'intégration des questions de genre au sein du Secrétariat.Soutien et promotion de l'intégration du genre grâce au processus des SNAGE.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Frais d'investissement		
				Sous-total		

Composante : EMG3 – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

3.1 – Renforcer les capacités nationales et régionales visant à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que de la réalisation de rapports sur l'état de l'environnement

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet EMG 3.1.1 – Renforcer les capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement.						
Mise à jour des progrès accomplis dans le cadre de l'objectif stratégique : L'approche régionale et le modèle pour les rapports nationaux sur l'état de l'environnement sont en place et ont été exécutés aux Fidji, aux îles Cook et dans la République des îles Marshall. Renforcer les capacités nationales en élaborant rapports sur l'environnement à travers un processus consultatif et participatif national. Création d'un réseau en ligne pour les professionnels de la planification et de l'évaluation environnementales, pour compléter le renforcement direct des capacités.						
EMG 3.1.1 D'ici à 2016, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation de ressources humaines dotées de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement.	• Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale.	• Objectif atteint. • Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.1.1.1	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
EMG 3.1.2 D'ici 2016, exécution du programme de formation à la surveillance environnementale et cours de formation des formateurs dispensés chez au moins neuf membres ÉTIO.	• Nombre de Membres ayant mis en place un programme de formation à la surveillance environnementale.	• Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.3.1.1	90 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
EMG 3.1.3 D'ici 2016, mise en place d'un réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales dans le Pacifique.	• Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau.	• Objectif atteint. • Création et lancement du réseau pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA), un outil du PROE basé sur Internet et axé sur le partage des informations et l'assistance relatifs à l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) et l'évaluation environnementale stratégique (EES). Le réseau est maintenant accessible aux Membres du PROE et aux professionnels dans le pays. • Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.1.2.2	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
Objectif de 2016 pour le volet EMG 3.1.2 – Capacités nationales de mise en œuvre des cadres réglementaires et de la législation renforcées						
Mise à jour des progrès accomplis dans le cadre de l'objectif stratégique : Continuer à fournir un soutien ciblé pour le renforcement des capacités notamment pour les EIE, EdE, SNAGE et les cadres politiques légaux afin de renforcer les capacités dans les secteurs, les institutions et les communautés notamment la compréhension des liens entre les ODD et les AME.						
EMG 3.2.1 D'ici 2016, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.	• Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités.	• Objectif atteint. — • Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.1.1.1.4, 1.2.2, 4.2.1.2, 4.3.1.2, 4. 3.1.3 et 4.1.1.1	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		

Composante : **EMG 4 – SUIVI ET RÉALISATION DE RAPPORTS**

Stratégie : **4.1 – Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié pour la réalisation des rapports sur l'état de l'environnement**

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet EMG 4.1 – Élaboration et utilisation largement diffusée d'un système normalisé de production de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement afin d'établir des niveaux de référence et de mesurer les évolutions						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Soutien permanent pour la préparation des EdE pour les pays qui ont demandé l'assistance technique du PROE. EdE achevé pour la République des îles Marshall. Améliorations apportées aux infrastructures pour la gestion des données spatiales et PIPAP afin de soutenir la surveillance environnementale et la réalisation de rapports. Le nouveau projet régional du FEM pour améliorer les données et les informations visant à la mise en œuvre des AME fournira les ressources nécessaires pour soutenir la rédaction de rapports d'EdE dans le pays. Des ressources suffisantes sont nécessaires pour optimiser l'utilisation du GIS et des outils de planification spatiale afin de soutenir les processus politiques et de planification.						
EMG 4.1.1 D'ici 2016, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès et de partage des données.	<ul style="list-style-type: none">Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none">Objectif atteintAchèvement du rapport sur l'état de l'environnement (EdE) dans la République des îles MarshallOrganisation d'une formation sur le logiciel du GIS et d'une formation sur la gestion des données, de l'élaboration de bases de données et de la planification spatiale marine (PSM) pour Nauru et rapport partagé avec les agences gouvernementales concernées. Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 2.1.1.1)Modernisation des infrastructures pour la gestion des données spatiales (gis.sprep.org) avec un partenaire technique clé CSIRO.Mise à jour et essai de l'IRIS (Indicator reporting information system) avec le PNUE, soutien pour son adoption potentielle au Samoa.Développement des fonctionnalités et outils en ligne du portail des aires protégées des îles du Pacifique (PIPAP) pour aider les États à enregistrer facilement (sans système GIS) des lieux et des détails sur des aires protégées dans leurs pays respectifsMise à jour des données et informations sur les aires protégées sur le PIPAP grâce à des ateliers d'échange avec les pays aux îles Salomon, aux Tonga et aux Kiribati.Pour le projet PacWaste, des études documentaires sur le GIS ont été réalisées pour calculer les niveaux de risque d'inondation dans les sites d'amiante repérés pour mettre en place un enlèvement prioritaire à Nukualofa, Tonga. Une analyse régionale du risque de cyclone dans les sites d'amiante repérés pour le projet a également été réalisée dans 11 pays. À lire avec WMPC 3.1.1.Sur la base des informations sur les prises accessoires enregistrées dans les formulaires des observatoires régionaux du CPS/FFA, une étude documentaire du GIS a été réalisée pour visualiser les zones sensibles pour les captures des espèces non ciblées dans la ZEE de la République des îles Marshall.	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	210 970	204 235
				Coûts de fonctionnement	128 574	123 821
				Frais d'investissement	2 500	250
				Sous-total	342 044	328 306
EMG 4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis (y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité, les déchets et la pollution), surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015.	<ul style="list-style-type: none">Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux	<ul style="list-style-type: none">Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.4.1.1	60 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
Pas de budget						

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
EMG 4.1.3 D'ici à 2016, rédaction et diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement.État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none">Objectif atteint.Rapport sur l'état de conservation en Océanie achevé. Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 2.1.1.1	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
				Pas de budget		
EMG 4.1.4 D'ici à 2016, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none">État d'avancement des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux.	<ul style="list-style-type: none">Objectif atteint. Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.4.1.1	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
EMG 4.1.5 D'ici à 2016, mise en place de procédures de gestion des données et des informations, et de préparation des rapports.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant mis en place des procédures de gestion des données.	<ul style="list-style-type: none">Le projet du FEM approuvé (voir 4.1.2.3) fournira un soutien pour la gestion des informations et des données et pour la rédaction des rapportsRenforcement des capacités pour les procédures de gestion des informations et des données pour Nauru (à lire avec la section 2.1.1.2)	50 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
				Pas de budget		
EMG 4.1.6 D'ici à 2016, production par au moins cinq Membres ÉTIO de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement.	<ul style="list-style-type: none">Cette section doit être lue avec celle sur le résultat 4.4.1.1	90 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel		
				Coûts de fonctionnement		
				Investissements		
				Sous-total		
				Pas de budget		
TOTAL PROGRAMME 4				Budget	Dépenses réelles	
			Coûts du personnel	754 870	539 923	
			Coûts de fonctionnement	1 015 686	714 452	
			Frais d'investissement	5 500	1 882	
			TOTAL	1 776 056	1 256 257	

5. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif du programme : **Garantir l'existence de politiques et de services efficaces, propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation**

La compétence exécutive a été renforcée avec la nomination du nouveau DGA et du nouveau conseiller financier. Ces nominations clés, parallèlement à l'adoption de la série de politiques en faveur de la PSM, et le lancement du nouveau système d'information et de gestion des projets en ligne, ont permis au Secrétariat d'améliorer de façon significative ses capacités pour élaborer des programmes stratégiques de soutien efficaces et efficaces pour les Membres océaniques.

Faits marquants :

- Adoption du nouveau Plan stratégique 2017-26 par la CP27
- Les dépenses réelles générales pour la direction générale et les services administratifs ont été inférieures à ce qui était prévu au budget 2016 d'environ 1,2 million USD. Cela est essentiellement dû aux économies réalisées sur les frais de personnel en raison du retard pris dans les nominations de la plupart des postes vacants pendant les 6 premiers mois de l'année ainsi qu'au budget non dépensé pour les frais de fonctionnement et les coûts d'investissement en raison d'un contrôle des dépenses lié à une baisse des recettes/financements reçus pendant l'année.
- Soutien à l'équipe de communication pour les préparations du PROE avec les ÉTIO et la coordination lors de la 13^e Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique et la 22^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique.
- Résultats favorables pour les comptes 2016 et les états financiers comme approuvés par les commissaires aux comptes.
- Amélioration du processus de gouvernance et de gestion des risques financiers grâce au développement de nouvelles politiques et à la révision de plusieurs politiques du Secrétariat notamment celle de gouvernance, sur le voyage, du manuel des achats, des taux de change, du manuel des procédures financières, de celle sur le recouvrement des coûts et de la politique de gestion des risques.
- Le comité d'audit interne a été renforcé et dispense activement des conseils à la direction. Nouvelles améliorations de la politique en matière de prévention des fraudes et des politiques pour les « lanceurs d'alerte » ; Comité d'audit et charte d'audit interne.
- Les capacités du PROE pour remplir son rôle d'agence régionale accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) et autres mécanismes financiers internationaux ont été confirmées par l'approbation de ses premiers projets dans le cadre du Fonds d'adaptation et du Fonds vert pour le climat.
- Recrutement de postes clés au sein de l'équipe de direction
- Le développement annuel des résultats du personnel a permis de constater que 84 % du personnel ont un niveau de performance totalement satisfaisant et 7 % sont au-delà. Deux agents ont reçu le prix d'excellence du Directeur général pour leurs résultats et comportements exceptionnels
- Développement et mise en œuvre d'un système d'information pour la gestion des projets basée sur Internet
- Fourniture d'une assistance technique et d'une formation informatique au personnel des services nationaux de météorologie des PIP
- Transition réussie du soutien et de l'accueil pour les produits des services climatiques identifiés du bureau de météorologie en Australie et de l'institut de météorologie finnois vers le PROE
- Soutien informatique réussi lors des réunions et conférences régionales et amélioration des bases de données des sites Internet et des portails de connaissances
- Augmentation significative des demandes d'information sur l'environnement traitées
- Diffusion de plusieurs publications du PROE aux Membres, aux parties prenantes des ÉTIO, aux écoles et à la communauté.
- Produits et activités de communication fournis dans le cadre de la Campagne pour la protection des baleines du Pacifique
- Une série de formations sur les médias et les moyens de communication a été organisée dans la région insulaire océanique

Composante : CS – DIRECTION

Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour la composante CS 1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015						
La gouvernance du PROE est clairement passée, depuis la transition de l'an dernier, à une nouvelle équipe de direction avec la nomination de hauts dirigeants et l'élaboration d'une série de politiques opérationnelles et stratégiques du PROE.						
CS 1.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none">Le Secrétariat dispose des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015Mise en place d'une unité d'audit interne afin d'améliorer la gouvernance au service des pays Membres	<ul style="list-style-type: none">Des progrès significatifs ont été réalisés dans le recrutement de l'équipe de direction, avec la nomination d'un nouveau DGA et d'un nouveau conseiller financier.La vacance de 3 postes de directeur a été diffusée.Le Plan stratégique 2017-26 approuvé par la CP27 a finalement remplacé le plan précédent 2011-2015Une série de politiques de PSM avec notamment le système d'information pour la gestion des projets en ligne a été adoptée	85 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	1 037 730	755 767
				Coûts de fonctionnement	680 981	433 999
				Frais d'investissement	5 000	
				Sous-total	1 723 711	1 189 766
Les frais de personnel réels sont inférieurs à ceux prévus au budget grâce aux économies réalisées à cause du retard pris dans la nomination de certains postes de direction. Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés en raison d'une baisse des recettes/financements.						
CS 1.1.2 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable.	<ul style="list-style-type: none">Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer.	<ul style="list-style-type: none">La CP27 a eu lieu avec succès à Nioué avec une participation raisonnable en dépit de la limitation des vols,				
CS 1.1.3 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres.	<ul style="list-style-type: none">Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes.	<ul style="list-style-type: none">Le Plan stratégique 2017-26 a été bien consulté et a fait l'objet de commentaires spécifiques favorables lors de la CP27Les Membres ont participé efficacement grâce à 4 groupes des amis de la présidence et 1 Comité directeur créés par la CP27 pour traiter les questions clés stratégiques et organisationnelles				

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 1.1.4 Veiller à ce que l'audit interne soit effectivement au service du Comité d'audit et effectue ses audits annuels comme prévu par le plan d'audit annuel.	<ul style="list-style-type: none"> Participation des Membres de la TROÏKA au comité d'audit pour assurer une consultation efficace avec les membres 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'efficacité et de la gouvernance dans le rôle tenu par les membres de la Troika grâce à leur participation active au Comité d'audit. Les membres de la Troika et du Comité d'audit ont apporté une contribution substantielle grâce à leurs conseils ; supervision de l'unité d'audit interne ; et surveillance de la gestion des risques par le Secrétariat pour atteindre ses objectifs stratégiques. Le Comité d'audit a tenu 3 réunions en 2016, dont une réunion le 14 avril 2016 avec la participation des Membres de la TROÏKA. Cela a permis d'étendre à d'autres pays membres la possibilité d'être membres du comité d'audit tel que cela a été demandé lors de la réunion du PROE de 2015. Le Comité d'audit a constaté l'avancement du Plan d'audit interne pour 2016 et continue à surveiller la mise en œuvre du Plan de travail d'audit interne. 	85 %	
	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelle politique de gestion des risques du Secrétariat.. 	<ul style="list-style-type: none"> La nouvelle politique de gestion des risques a été achevée en décembre 2016 et remplace la version 2011. Le Secrétariat va travailler sur la mise à jour des risques en 2017. 	70 %	
	<ul style="list-style-type: none"> La Direction du Secrétariat bénéficie de conseils professionnels afin d'améliorer son efficacité en matière de gestion des risques, de contrôle interne et de gouvernance. 	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité d'audit contribue activement en fournissant des conseils au Secrétariat en ce qui concerne la gestion financière du risque de change et continue à travailler en collaboration avec les responsables du Secrétariat pour donner des conseils dans le domaine du contrôle interne ; gestion des risques et gouvernance. Un rapport annuel est fourni par le Comité d'audit lors de la réunion du PROE concernant la performance du Secrétariat. 	85 %	

Composante : CS – INFORMATION ET COMMUNICATION

Stratégie : 5.2 – Technologies de l'information et télécommunications

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour la composante CS 2.1 – Fournir des systèmes d'information et de communication sécurisés et conviviaux						
Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Révision des processus et des systèmes technologiques, de communication et d'information, améliorations mises en œuvre et nouvelles technologies adoptées pour contrôler l'efficacité afin d'améliorer la fourniture des services, la réduction des coûts et pour soutenir les opérations.						
CS 2.1.1 Gestion des bases de données de l'Organisation et de ses programmes.	• Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plate-forme technique appropriée et stable.	• Les Systèmes nouveaux et existants d'information et de connaissances développés pour le PROE et ses Membres avec les dernières technologies en matière de base de données et d'Internet ont permis d'améliorer l'intégration, l'accessibilité et la communication des informations • Collaboration conjointe réussie avec les partenaires afin de soutenir les initiatives en matière de gestion des informations et des connaissances grâce au développement et à la maintenance des portails régionaux et nationaux, le portail national sur le changement climatique du Vanuatu a été lancé, le portail des services météorologiques des Tonga a été élaboré, le « kit de démarrage » pour le portail océanien sur le changement climatique a été élaboré • Fourniture réussie d'un soutien technique aux projets régionaux notamment COSPPAC, FINPAC, BIOPAMA et ICLIM pour la transition et l'accueil des portails sur l'environnement, des services climatiques et des bases de données au PROE afin de garantir la durabilité de ces outils. La base de données sur les connaissances traditionnelles est hébergée au PROE et entretenue, le portail des aires protégées est hébergé au PROE et entretenu, la transition du plan sur les systèmes de prévision climatique au PROE est confirmée • Nouveau système d'information sur la gestion des projets basé sur Internet développé et interconnecté avec les systèmes d'information existants tels que les systèmes financiers et d'email • Création de sites Internet pour promouvoir et soutenir les programmes du PROE <ul style="list-style-type: none">Site Internet du Conseil météorologique du Pacifique en cours de développementSite Internet du réseau pacifique pour l'évaluation de l'environnement lancéNouveau site Internet du PROE en cours de développementPages Internet sur la responsabilité, la transparence et la fraude développéesSite Internet pour l'année de la baleine développé	97 %		Budget	Dépense réelles
				Coûts du personnel	757 058	660 518
				Coûts de fonctionnement	223 350	152 363
				Frais d'investissement	26 500	
				Sous-total	1 006 908	812 881
				Les frais de personnel réels sont inférieurs à ceux prévus au budget grâce aux économies réalisées dans certains postes dans l'informatique étant donné la récupération de salaires de projets ainsi que les droits au salaire non utilisés.		
Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés en raison d'une baisse des recettes/financements.						

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.1.2 Assistance sur les services TIC fournie au Secrétariat.	<ul style="list-style-type: none"> TIC à disposition des agents du PROE et gérées sur une plate-forme technique stable. Agents du PROE informés des interruptions de service informatique, programmées afin de perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	<ul style="list-style-type: none"> La révision et la modernisation des infrastructures technologiques, de communication et d'information ont permis d'améliorer l'efficacité opérationnelle pour réduire les coûts, améliorer la provision de services et soutenir le Secrétariat Renforcement des capacités informatiques du personnel des services météorologiques nationaux de la région grâce à la formation technique dispensée au PROE et soutien pour les formations dans le pays grâce à des projets comme FINPAC <ul style="list-style-type: none"> Soutien technique dans le pays au Samoa, aux Fidji, aux Tonga, au Vanuatu et dans les îles Salomon. Nouvelle efficacité des opérations grâce à l'adoption de nouvelles technologies et à l'amélioration des processus, <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de OwnCloud pour le partage des fichiers et la collaboration, Modernisation du système d'email, Système d'information pour la gestion des projets basé sur Internet développé pour la gestion des projets, Mise en œuvre du moteur de recherche Solr pour améliorer la communication des données Soutien technique lors de la réunion annuelle du PROE à Nioué 	97 %	
CS 2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC.	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Richesses technologiques en communication et en information efficacement sécurisées, gérées et entretenues afin d'assurer la pertinence et la réactivité face au paysage en évolution des technologies de l'information et de la communication et relever les défis <ul style="list-style-type: none"> Huit politiques informatiques et procédures revues Révision et mise à jour de la documentation relative aux systèmes, à la sécurité et à la gestion des risques Développement de compétences en informatique sur le dernier développement des technologies Open Source Sélection de personnel informatique de qualité 	97 %	

Composante : CS – Information et communication

Stratégie : 5.2 – Unité de documentation et d'information

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
Objectif de 2016 pour la composante CS 2.2 – Fournir des systèmes d'information et de communication sécurisés et conviviaux				
<i>Le rôle du PROE en tant que chambre de compensation de l'information sur l'environnement dans la région a continué à se renforcer avec une plus grande disponibilité de ses archives en ligne et une meilleure accessibilité des nouveaux pays aux informations par le biais de bibliothèques virtuelles. Systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux fournis.</i>				
CS 2.2.1 Système d'archivage développé et tenu à jour.	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et déploiement d'un système d'archivage permettant un accès rapide aux données. 	<ul style="list-style-type: none"> Suite au programme de numérisation permanent, de nombreux fichiers d'archive du PROE sont désormais accessibles au personnel <ul style="list-style-type: none"> Les systèmes d'archivage des données sont à jour Catalogage et numérisation permanents des archives du PROE 	80 %	
CS 2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires.	<ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture de réponses rapides aux demandes d'information liées à l'environnement de la part des Membres, des parties prenantes et du public. Les ressources en information du PROE et des pays membres sont mises à jour et accessibles. <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de notre rôle transversal au travers de programmes, le PCCP a notamment fourni des opportunités de formation dans le cadre du projet iCLIM. Renforcement des liens entre le PEIN et la base de ressources « Battlers », de même que le portail PEIN & PIPAP. Réponse aux publications et aux demandes d'information liées à l'environnement de la part des Membres et des parties prenantes. Environ 60 nouvelles publications du PROE mises à jour et diffusées aux correspondants et bibliothèques, ainsi qu'aux écoles locales, aux bureaux gouvernementaux et aux ONG au Samoa. Catalogage de plus de 800 nouvelles ressources dans la base de données centrale, dont environ 500 disponibles en texte intégral. Au total, la collection compte maintenant 42 000 références et s'accroît. Environ 300 visiteurs ont été servis à la bibliothèque et plusieurs visites d'écoles ad hoc ont été accueillies. Le système de bibliothèque en ligne Presto a été amélioré et entretenu Abonnements maintenus à la fois aux journaux électroniques et journaux papier 	100 %	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
		<ul style="list-style-type: none"> ○ Mise à jour des collections des bibliothèques virtuelles du PEIN avec les rapports sur l'environnement les plus récents ○ Poursuite de notre initiative de séminaires mensuels pour le partage des connaissances du personnel ○ Aide pour l'organisation d'une autre journée « portes ouvertes » réussie du PROE. ○ Distribution interne de la diffusion mensuelle des points forts de « Give me Library » ○ Rôle actif maintenu au sein du groupe de travail du SIRMIP sur le portail d'information marine de l'USP 		
CS 2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place et examen régulier des systèmes de gestion des dossiers et actualisation régulière de leur contenu conformément aux meilleures pratiques actuelles. • Services d'archivage fournis. 	<ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de services permanents de gestion d'archivage/de documentation au personnel, aux Membres et aux parties prenantes. <ul style="list-style-type: none"> ○ Soutien des services d'archivage/de documentation au personnel, aux Membres et aux parties prenantes. ○ Diffusion de 70 circulaires aux Membres et aux correspondants. ○ Publications et traitement de 54 appels d'offres du PROE ○ Politique de gestion des archives revue ○ 35 traductions enregistrées et traitées 	80 %	

Composante : CS – INFORMATION ET COMMUNICATION

Stratégie : 5.2 – Communication, publications et éducation

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
Objectif de 2016 pour la composante CS 2.3 – Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées				
<i>Bilan des progrès sur les objectifs stratégiques : Les réalisations du PROE en partenariat avec les pays membres et les partenaires donateurs sont de plus en plus connues auprès du public. Au niveau national, les capacités locales augmentent leurs compétences en matière de médias et de communication grâce à une série de formations sur la façon de mieux partager les messages concernant l'environnement avec les médias. Le PROE continue à soutenir les pays et territoires insulaires du Pacifique dont l'objectif est de mieux se faire entendre collectivement lors d'événements régionaux et internationaux grâce à un large éventail d'initiatives en matière de communication.</i>				
CS 2.3.1 Renforcement des programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dotés de stratégies de communication. Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE. Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD. 	<ul style="list-style-type: none"> L'impact des stratégies de communication et de sensibilisation s'est révélé utile pour comprendre les défis environnementaux du Pacifique et prendre des décisions et des actions éclairées. Un soutien permanent toujours en cours aux pays membres, sur demande, pour les aider dans leurs activités de communication, notamment leur apporter des ressources pédagogiques et de sensibilisation sur demande. D'autres informations figurent dans la composante CS 2.2.2. 	85 %	
CS 2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques.	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués. Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales. 	<ul style="list-style-type: none"> Un large éventail de documents et de rapports techniques a été créé afin d'aider les Membres à mieux comprendre le travail effectué en matière d'environnement. Cela comprend la publication des numéros de « Invasive Species Battler » et de l'évaluation de la vulnérabilité à l'acidification des océans. Elles sont toutes disponibles sur le site Internet du PROE et certaines ont été imprimées pour être distribuées ; des exemplaires supplémentaires sont « également disponibles à la demande des Membres ». 	95 %	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement.	<ul style="list-style-type: none"> Initiative PEEL (futurs leaders océaniques de l'environnement) en place. Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau. Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du réseau PEEL. 	<ul style="list-style-type: none"> L'impact de l'engagement du PROE auprès de la jeunesse océanique a permis de créer un lien entre les jeunes des îles du Pacifique et les défis environnementaux, pour les aider à faire la différence. En 2016, le défi régional pour les écoles primaires et secondaires, axé sur la sensibilisation aux espèces envahissantes, a pris fin et les gagnants ont été désignés et ont reçu leurs prix. Les écoles ont participé à une série d'activités pour comprendre l'impact des espèces envahissantes et notre rôle pour y remédier. Un prix des médias a été décerné aux étudiants en journalisme de l'Université nationale de Samoa pour leurs contributions dans la diffusion de nouvelles sur l'environnement. Une remise des prix spéciale a été organisée avec une cérémonie spéciale en 2016. La gagnante de l'Étoile d'or des îles du Pacifique a reçu une aide dans le cadre de la compétition de livres pour enfants de « la voix des générations futures » pour lancer son propre ouvrage et effectuer une série d'activités avec ses pairs. 	95 %	
CS 2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> Bulletins d'information distribués sur les activités et les manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROE a mené différentes activités en 2016 dans le cadre du budget et des ressources disponibles qui ont permis de renforcer la connaissance des questions environnementales dans les médias, de faire entendre la voix du Pacifique et de faire connaître le PROE lors d'événements internationaux. <ul style="list-style-type: none"> Couverture médiatique en matière d'environnement sur les activités et événements organisés par les délégations du Pacifique lors de la COP13 de la CDB et de la COP22 à la CCNUCC. Cela a été partagé sur le site Internet du PROE, sur sa page Facebook et distribué à plus de 800 contacts faisant partie du réseau MPRO du PROE Un guide de communication a été élaboré avec la contribution des Membres des îles du Pacifique pour les préparer et les aider à mieux se faire connaître à la COP13 de la CDB et à la COP xx de la CITES Des activités de formation sur la façon de travailler avec les médias au niveau régional et national ont été organisées pour le personnel météorologique du Pacifique (régional) et les professionnels de l'environnement (régional), le personnel des départements météorologiques des Fidji, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des îles Marshall. Élaboration de supports de communication et de messages dans le cadre de l'événement sur le mécanisme de soutien de haut niveau en préparation de la COP23 à la CCNUCC. 	100 % En cours	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays Membres grâce aux médias.	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE. Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public. Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés. Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail. 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROE, ses Membres et partenaires ont acquis une plus grande notoriété grâce aux supports du PROE qui continuent à être développés. Ce large éventail de publications comprend des clés USB, des brochures et autres formes de supports. Elles sont partagées sur le site Internet du PROE, l'IRCA du PROE et par le personnel qui les distribue dans le cadre de son travail : <ul style="list-style-type: none"> Les supports du PROE pour la visibilité de la campagne sur la protection des baleines du Pacifique ont été publiés et imprimés. Les réseaux de médias sociaux du PROE continuent en 2016 notamment avec un concours sur Facebook ayant pour thème la protection des baleines du Pacifique. Des conseils en matière de communication sur les procédures de communication du PROE ont été partagés en interne au cours des années Des supports ont été élaborés pour promouvoir le travail du PROE à la COP13 de la CDB Le PROE a fait l'objet d'une présentation spéciale à la Conférence des partenariats avec les médias du Pacifique 2016 coordonnée par L'Union de radiotélévision Asie-Pacifique 	100 % En cours	
CS 2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension.	<ul style="list-style-type: none"> Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles. Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales. 	<ul style="list-style-type: none"> Le PROE a coordonné une journée de formation sur la rédaction de rapports liés à l'environnement pour plus de 25 étudiants en journalisme de l'Université nationale de Samoa. Les supports et les informations ont été mis à la disposition des médias du Pacifique sur demande ou distribués pendant les ateliers et les réunions. 	100 % En cours	
CS 2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les composantes de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias.	<ul style="list-style-type: none"> Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux. Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux. Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias. Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Les travaux entrepris pour soutenir les stratégies et les plans nationaux de communication ont permis d'accroître les connaissances des états membres et du PROE. Un vaste travail a été entrepris pour s'assurer que les Membres du PROE bénéficient d'un soutien concernant les relations publiques et les composantes de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias : <ul style="list-style-type: none"> Des présentations ont été élaborées sur « Travailler avec les médias du Pacifique pour renforcer la connaissance des questions liées à l'environnement », « Meilleure façon de faire du réseautage lors des conférences sur l'environnement » et « Composantes clés de votre stratégie de communication ». Elles ont été faites au cours des ateliers et des activités conduits par les Membres du PROE. Un soutien national a été fourni au gouvernement des îles Cook pour développer des stratégies de communication, notamment le rôle des médias nationaux. Une formation et une consultation ont été organisées pour le service météorologique national de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour le développement d'un guide sur les médias. 	100 % En cours	

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD
CS 2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales.	<ul style="list-style-type: none"> Bulletins d'information distribués sur les activités et les manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> Les îles du Pacifique ainsi que le PROE ont acquis en notoriété lors d'événements régionaux et internationaux grâce à la bonne visibilité de notre région en raison d'activités de communication ciblées dans le cadre des campagnes « Pacific Voyage ». <i>À noter que la section 2.3.8 doit être lue avec la section 2.3.4</i> Des supports de communication ont été fournis lors d'événements régionaux et internationaux clés ; <ul style="list-style-type: none"> Des stratégies et des activités de communication ont été élaborées et mises en œuvre dans le cadre de la campagne pour la protection des baleines du Pacifique, notamment un concours sur Facebook, des supports pour la visibilité et un site Internet dédié. La campagne « Pacific Voyage » de la COP13 à la CDB a été développée et mise en œuvre, notamment un événement en marge de la manifestation, des articles quotidiens, stand du PROE et élaboration de ressources et supports pour la distribution. 	100 % En cours	
CS 2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international.	<ul style="list-style-type: none"> Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE. 	<p><i>À noter que cela doit être lu avec la section 2.3.8 et 2.3.4</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE continue à promouvoir le travail de l'organisation et de ses pays membres grâce à différentes ressources développées et largement partagées lors d'événements clés en 2016. Cela ne comprend pas les supports mis à disposition gratuitement sur le site Internet du PROE : <ul style="list-style-type: none"> Un événement parallèle organisé par le Pacifique et un stand d'exposition à la COP13 de la CDB ont permis de distribuer des supports du PROE et des pays membres sur des clés USB ainsi que des systèmes gratuits de partage d'informations sur l'environnement pour promouvoir la visibilité du Pacifique. Promotion de la campagne sur la protection des baleines du Pacifique avec le lancement d'un événement spécial au PROE, supports à distribuer et contribution au mécanisme de soutien de haut niveau de la COP à la CCNUCC. 	100 % En cours	
	<ul style="list-style-type: none"> Site Internet du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> Le site Internet du PROE est mis à jour avec les nouvelles provenant de toutes les divisions du PROE sur une base hebdomadaire. 	100 % En cours	
CS 2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE.	<ul style="list-style-type: none"> Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE. 	<ul style="list-style-type: none"> Conformément aux lignes directrices du PROE sur l'environnement, une série de supports du PROE a été élaborée et distribuée : <ul style="list-style-type: none"> Pour utiliser le moins possible de papier, des clés USB du PROE ont été préparées et servent aussi de carte de visite (cordons) lors des ateliers et conférences. Le PROE vise à développer plus de supports électroniques par opposition à l'impression, pour réduire la consommation de papier. Le PROE a renforcé ses réseaux de médias sociaux, une autre forme de partage des informations électroniquement. 	100 % En cours	

Composante : 5.3 – Finances et administration

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour la composante CS 3.1 – Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns						
Strategic Goal progress update : D'importants progrès ont été réalisés non seulement dans la précision des rapports financiers fournis, mais aussi dans la ponctualité des rapports présentés aux bailleurs de fonds et à la direction pour la prise de décision. La formation continue dispensée au personnel sur le système d'information relatif à la gestion financière (FMIS) ainsi que sur les procédures financières et les politiques en matière de finance a en effet amélioré l'efficacité et l'efficience des processus de gestion financière.						
CS 3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	• États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	• Opinion d'audit sans réserve reçu pour les états financiers 2016	100 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	643 220	440 053
				Coûts de fonctionnement	467 100	249 365
				Frais d'investissement	56 000	
CS 3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux bailleurs de fonds.	• Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	• Les rapports financiers ont été soumis de façon précise et dans les délais prescrits pendant l'exercice financier et conformément aux exigences des donateurs.	100 %	Sous-total	1 166 320	689 418
CS 3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes.	• Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	• États financiers mensuels et trimestriels précis et ponctuels fournis à la Direction de même qu'au Comité d'audit et à la Troika de façon moderne.	100 %	Les frais de personnel réels sont inférieurs à ceux prévus au budget grâce aux économies réalisées à cause du retard des nominations de certains postes de cadres dans la finance. Postes pourvus à moitié pendant l'année. Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés du fait du contrôle des dépenses à cause d'une baisse des recettes/financements.		
CS 3.1.4 Processus de gestion intégrée des risques financiers mis en œuvre.	• Évaluation régulière des facteurs de risques financiers et élaboration et élaboration et mises à jour régulière des mesures d'atténuation des risques.	• La politique de gouvernance, la politique de voyage, le manuel des achats, la politique des taux de change, le manuel des procédures financières, la politique de gestion des risques approuvés en décembre 2016 pour une entrée en vigueur le 1er janvier 2017 font maintenant partie du processus de gouvernance et de gestion des risques financiers.	75 %			
CS 3.1.5 Gestion et administration des biens	• Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés.	• Maintenance et gestion continues des biens pour conserver les bâtiments et les infrastructures en bon état selon les normes agréées grâce à l'adoption de meilleures pratiques en matière de gestion des biens.	80 %			

Composante : 5.4 – Gestion des ressources humaines

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD		
Objectif de 2016 pour le volet CS 4.1 – Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l'administration des ressources humaines						
Strategic Goal progress update:– L'équipe des ressources humaines continue à donner des conseils stratégiques sur toutes les questions liées aux ressources humaines notamment l'élaboration et la révision des politiques et procédures pertinentes pour faire en sorte de fournir le meilleur service possible avec les ressources à disposition en matière de recrutement et de fidélisation du personnel hautement qualifié.						
CS4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines.	<ul style="list-style-type: none">Conseils stratégiques fournis en matière de gestion des ressources humaines.	<ul style="list-style-type: none">Conseils stratégiques permanents des ressources humaines fournis à l'équipe de direction concernant toutes les questions portant sur les RH du Secrétariat pour une meilleure gestion et planification organisationnelle. Les activités clés comprennent notamment :<ul style="list-style-type: none">Révision et analyse des postes de l'unité administration et financesCréation de l'unité de coordination des projets UCP dans le cadre du renforcement des capacités du PROE dans son rôle d'agence régionale accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC) et autres mécanismes financiers internationaux clésRévision de la politique de recrutement et sélectionRévision de l'assurance médicaleRôle principal pour la structure de l'organisation et groupe de travail sur la culture pour le Plan stratégiqueReprésentant des services administratifs à l'atelier régional et travail associé sur le Plan stratégiqueRévisions des performances du personnel et récompenses par rapport à la disponibilité du budgetQuestions liées au personnel	90 %		Budget	Dépenses réelles
				Coûts du personnel	262 170	261 082
				Coûts de fonctionnement	147 000	107 774
				Frais d'investissement	6 000	
				Sous-total	415 170	368 856
CS 4.1.2 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines.	<ul style="list-style-type: none">Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour.Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles.<ol style="list-style-type: none">Recrutement et sélection.Rémunération.	<ul style="list-style-type: none">Révision permanente et introduction de nouvelles politiques et procédures pour permettre au Secrétariat de traiter et de suivre l'évolution des changements sur le marché du travail et les meilleures pratiques pour attirer, former et fidéliser un personnel de qualité. Les activités comprennent notamment :<ul style="list-style-type: none">La structure de l'organisation est régulièrement actualisée en fonction de l'évolution des besoins et des priorités et publiée sur le site InternetLa dotation en personnel a été traitée en priorité, des agents ont été recrutés et les postes vacants pourvus.	90 %	Frais de fonctionnement et coûts d'investissement sous-utilisés en raison d'une baisse des recettes /financements.		

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

2016

Cible du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Résultats de 2016	Progrès par rapport à l'atteinte des cibles du plan stratégique (%)	Prévisions budgétaires en USD	
	<ul style="list-style-type: none"> c. Fidélisation. d. Initiation. e. Conditions d'emploi. f. Hygiène et sécurité du travail. Analyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Recrutement réussi de 2 postes dans l'équipe de direction — Directeur général adjoint et conseiller financier et administratif Engagements des premiers stagiaires de l'Université Victoria de Wellington, Nouvelle-Zélande dans le cadre du PROE et du mémorandum d'entente de l'Université Victoria de Wellington Les ressources humaines continuent à avoir un rôle actif dans le traitement de la paie pour le Secrétariat. Des services et conseils politiques continuent d'être fournis pour toutes les questions liées aux ressources humaines dans l'organisation Participation active au groupe de travail sur l'harmonisation du CORP. Poursuite de la collaboration du Comité du personnel et de l'équipe de direction visant à favoriser un environnement de travail propice pour l'ensemble du personnel Le Bulletin mensuel d'information sur les RH continue de susciter des commentaires favorables de la part des agents 			
CS 4.1.3 Système d'amélioration des résultats personnels, formation et perfectionnement.	<ul style="list-style-type: none"> Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération. Plans de formation et de perfectionnement pris en compte. 	<ul style="list-style-type: none"> Le processus annuel d'amélioration des résultats pour le Secrétariat a été achevé avec 84 % du personnel qui ont un niveau de performance totalement satisfaisant et 7 % qui sont au-delà. Deux agents ont reçu le prix d'excellence du Directeur général pour leurs résultats et comportements exceptionnels. D'autres activités clés comprennent : <ul style="list-style-type: none"> Un atelier Défi sur la planification stratégique pour l'ensemble du personnel Mise en place de programmes réguliers de mise à niveau sur les politiques en matière de personnel, les procédures et les systèmes et d'une formation aux premiers secours. La première évaluation des résultats du Directeur général a été effectuée avec succès par la Troïka (Président sortant, du Président en exercice et du prochain Président de la réunion du PROE) et approuvée par la Conférence du PROE. 	80 %		
TOTAL PROGRAMME 5				Budget	Dépenses réelles
			Coûts du personnel	2 700 178	2 117 419
			Coûts de fonctionnement	1 518 431	943 501
			Frais d'investissement	93 500	
			TOTAL	4 312 108	3 060 920